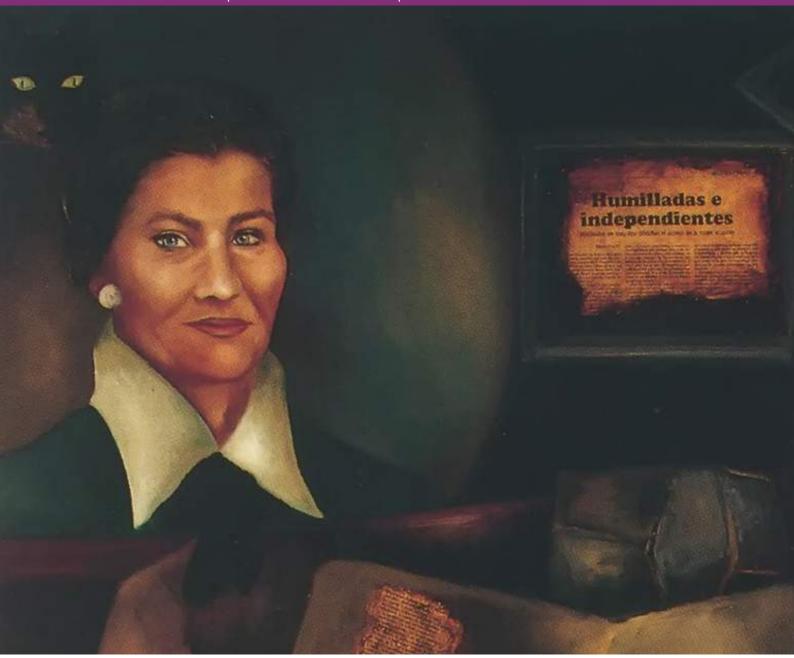
# PEAAD BULLETIN



Association des Anciens Députés au Parlement Européen

www.formermembers.eu





**FOCUS** 

L'Europe de la créativité

Page 14



Activités de l'AAD

Programme PE au Campus

Page 25

# DANS CE NUMERO



Dans le portrait très puissant en couverture (1993) de la peintre espagnole, Sofía Gandarias, très bon amie de la première femme présidente du Parlement européen, elle souhaite exprimer dans la peinture de Simone Veil la «dignité de l'Europe». Plus précisément, «la révolte contre la violence, le totalitarisme, le racisme, contre l'inhumanité tout cela devenant banale»: selon les mots mémorables de Madame Veil elle-même.

**03** Mot du Président

**04** Lettre au Président (*Stephen Hughes*)

**05** PE au travail

#### **ACTUALITÉ**

**06** Les défis européens (*Elisabeth Rehn*)

**07** Pacte avec l'Afrique (*Karin Junker*)

**08** Carnets de Libye 2011- 2017 (*Michel Scarbonchi*)

**O9** Deux grandes figures (*Nicole Fontaine*)

**10** La Maison de l'histoire européenne (*Hans-Gert Pöttering*)

**11** Un prix de la concorde pour l'Europe (*Josep Borrell Fontelles*)

**12** Une recette européenne de l'éducation (*Johannes Schwarz*)

#### **FOCUS**

**14** Politique et Créativité (*Andrea Manzella*)

**15** Construire des écosystèmes créatifs? (*Tom Fleming*)

**17** Un tournant décisif pour «Europe créative» (*Silvia Costa*)

**19** La culture dans les relations extérieures (*Philippe Kern*)

**21** Europe de la recherche (*Carlos Moedas*)

**22** Jeunes chercheurs européens (*Angeles Rodríguez Peña*)

**23** Les exigences de créativité à l'ère de la mondialisation (*Manuel Porto*)

#### **ACTIVITÉS DE L'AAD**

**25** Programme PE au Campus

29 Coopération avec l'IUE

**30** Réseau des anciens députés

## **DÉPÊCHES**

**33** Activités

**34** Nouveaux membres

**36** In memoriam

#### APPEL À CONTRIBUTION:

Le comité de rédaction tient à remercier tous les membres qui ont pris le temps de contribuer à ce numéro du Bulletin de l'AAD. Nous voudrions attirer votre attention sur le fait que la décision d'inclure un article incombe au comité de Rédaction du Bulletin de l'AAD et, qu'en principe, les contributions soumises par des membres qui ne sont pas à jour de paiement ne sont pas retenues. En raison de long décalage entre l'appel à contribution et la publication, certains articles peuvent être dépassés. Le Bulletin de l'AAD est publié par l'Association des anciens députés du Parlement européen avec l'assistance du Parlement. Toutefois, les opinions exprimées dans ses articles sont celles des membres contributeurs de l'AAD et d'écrivains invités, et ne représentent pas nécessairement les positions du Parlement, ni celles de l'AAD. De même, l'inclusion des communications publicitaires n'implique pas nécessairement une recommandation de l'AAD ou du Parlement.

#### **COMITÉ DE REDACTION**

Brigitte LANGENHAGEN Andrea MANZELLA Edward McMILLAN-SCOTT Manuel PORTO Teresa RIERA MADURELL

#### PRÉPARÉ PAR

Elisabetta FONCK Lisseth BRAVO Valeh NASIRI

#### CONTACTS

formermembers@europarl.europa.eu Tél.+ 32(0)2 284 07 03 Fax.+32(0)2 284 09 89



# Mot du PRÉSIDENT

Chers collègues,

Ces derniers mois, nous avons eu le malheur de perdre deux grands européistes, Helmut Kohl et Simone Veil, dont l'exemple continuera de nous inspirer et d'inspirer les nouvelles générations dans la défense des valeurs européennes. Nicole Fontaine rend hommage à la mémoire de notre collègue Simone Veil dans ce numéro de notre bulletin.

La meilleure facon d'honorer la mémoire de ces deux parangons est de continuer à diffuser les idéaux européens. C'est pourquoi ce numéro est consacré à l'Europe de la créativité, un des piliers fondamentaux du progrès. Comme l'a dit un jour Edward de Bono<sup>1</sup>, «il ne fait aucun doute que la créativité est la ressource humaine la plus importante de toutes. Sans la créativité, il n'y aurait pas de progrès, et nous serions touiours en train de répéter les mêmes comportements.» Les experts que nous avons consultés déclarent que la créativité est la clé du progrès, et la clé d'une Union européenne plus unie et plus forte. Dans le «Focus», vous trouverez une sélection d'articles spécialisés sur les thèmes de la créativité et de la recherche et sur les programmes que mène l'Union pour promouvoir ces domaines.

Dans la rubrique «Actualité», nos anciens collègues nous régalent avec des articles aux sujets extrêmement intéressants. Je tiens à profiter de cette occasion pour remercier les collègues qui ont participé à ce bulletin et font de notre association un espace propice aux idées et aux échanges. J'aimerais également encourager tous ceux qui ne l'ont

1 Edward de Bono (1933, Malte) est un psychologue, médecin et spécialiste en sciences cognitives.

pas encore fait à y contribuer également à nos côtés. Nous vous proposons en outre une rubrique consacrée aux activités courantes et futures de l'AAD: - Le programme PE au campus, dont notre collègue Richard Balfe est en charge, est toujours un grand succès. Cet échange permettant aux universités de profiter de l'expérience et de l'expertise des anciens députés au Parlement européen est un de nos programmes les plus plébiscités. Les commentaires des étudiants, des universités et des collègues participants sont toujours positifs. Les étudiants tirent un grand avantage des dialogues constructifs et des échanges de vues, qui leur permettent d'édifier leur propre conception des questions européennes.

- La coopération avec l'Institut universitaire européen de Florence, sous la responsabilité de Monica Baldi, est un autre de nos programmes vedettes. Ce programme destiné aux élèves du secondaire a apporté une grande satisfaction aux collègues participants. Il est d'une haute importance que les jeunes européens acquièrent des connaissances sur le fonctionnement des institutions européennes, car c'est d'eux que dépend l'avenir.

Dans l'optique de continuer à renforcer nos liens avec d'autres associations, nos représentants au sein de l'Association européenne des anciens parlementaires des pays membres du Conseil de l'Europe, Andrea Manzella et Brigitte Langenhangen, ont participé, les 8 et 9 juin, à la réunion de Dublin. Le rapport de Brigitte Langenhangen figure dans ce bulletin.

Les 19 et 20 juin derniers, j'ai eu l'honneur de représenter notre

association lors des manifestations organisées à l'occasion du 40e anniversaire de l'association allemande des anciens députés européens et nationaux. Ce fut une réunion émouvante par l'hommage rendu à la mémoire de Helmut Kohl, qui a été l'une des trois personnalités (Jacques Delors, Jean Monnet and Helmut Kohl) ayant reçu le titre de «citoyen d'honneur de l'Europe»w. Vous trouverez un récit de cet événement à l'intérieur de ce numéro.

Comme vous le savez, la visite d'étude aura lieu cette année à Washington, du 24 au 28 septembre. Le bulletin du mois de décembre proposera un rapport de cette visite, ainsi que de notre visite en Estonie, pays qui assume la présidence du Conseil de l'Union au second semestre. Cette dernière visite aura lieu les 6 et 7 novembre. Les inscriptions sont ouvertes. Enfin, je suis ravi de vous informer que nos manifestations annuelles auront lieu les 29 et 30 novembre 2017 à Bruxelles, Comme à l'accoutumée, nous aurons le privilège d'accueillir des orateurs prestigieux pour notre séminaire intitulé «Stratégie globale de l'UE dans le domaine de la sécurité et de la défense».

J'espère vous retrouver à Washington, à Tallinn et à Bruxelles.

Meilleures salutations,

Enrique BARÓN CRESPO Président de l'AAD

# Lettres au PRÉSIDENT

Bien qu'étant reconnaissant de l'attention portée sur l'Europe sociale dans le bulletin du mois de juin, je ne trouve que peu de sources d'optimisme: on a toujours eu tendance à reléguer la politique

sociale au second plan. Au début des années 1990, nous avons invité le président Delors à la commission de l'emploi où, nous l'espérions, il sermonnerait la commissaire de l'époque en charge de la politique sociale, Anna Diamantopolou, pour n'avoir pas approfondi l'Europe sociale. Nous pensions qu'elle traînait les pieds. Au lieu de cela, c'est nous qu'il a réprimandés, en nous incitant à grandir et à nous concentrer sur la finalisation du processus du marché intérieur de 1992. Le progrès social suivra, nous promit-il. Les considérations économiques et liées au marché intérieur l'emportaient sur celles de nature sociale.

Les années suivantes, nous avons en effet constaté des progrès dans la sphère sociale avec la législation relative à la santé et la sécurité sur le lieu de travail, aux formes d'emploi atypiques, à l'égalité, à la lutte contre la discrimination et au droit des travailleurs à l'information et à la consultation. Mais à l'approche de l'élargissement, puis avec sa réalisation, les propositions sociales se sont faites de moins en moins nombreuses, avant de disparaître complètement au moment de la crise financière. L'austérité, les réductions budgétaires dans le secteur public et la modération salariale sont devenues les thèmes dominants et les belles paroles en faveur de la lutte contre les pratiques de travail déloyales et relevant de l'exploitation ne se sont jamais

traduites en actes.

En 2010, j'ai quitté une réunion dans ma région où je venais de passer une heure à tenter de persuader des syndicalistes, d'habitude si enthousiastes, des bénéfices durables de l'appartenance européenne, mais l'un d'entre eux m'a dit: «Tu sais, Steve, pendant longtemps on a vu l'Europe comme une partie de la solution, mais à présent on la voit plutôt comme une partie du problème.» Cette phrase est restée gravée dans ma mémoire. J'ai souvent relavé ce message au président Barroso lors des réunions régulières qu'il tenait avec les présidents des groupes politiques. Mais il n'a pas agi je suppose, à cause de l'impossibilité ressentie d'obtenir quoi que ce soit de vaguement progressif du collège de la Commission, ou pire encore, du Conseil.

On ne voit guère de perspective de changement. La proposition concernant le socle des droits sociaux recycle le type de rhétorique dont la lecture, ces 15 dernières années, m'a lassé. En réalité, il semble qu'elle nous ramène en arrière. Par exemple, le principe 5 évoque «la flexibilité nécessaire aux employeurs pour s'adapter rapidement aux changements du contexte économique». Deux paragraphes plus loin, il est en revanche indiqué que «les relations de travail qui conduisent à des conditions de travail précaires doivent être évitées». Ces deux idées n'étaient pas du tout séparées dans le travail que nous avons réalisé avec la Commission et le Conseil en vue de l'adoption des lignes directrices pour l'emploi à la fin des années 1990, elles étaient

inextricablement liées lorsque nous avons reconnu que la flexibilité dont les entreprises avaient besoin pour pouvoir s'adapter rapidement devait s'équilibrer avec le degré de sécurité nécessaire pour les travailleurs qui font face au changement. Cet accord avait débouché sur des directives portant sur le travail à temps partiel, les contrats à durée déterminée et le travail intérimaire.

Des problèmes criants restent sans solution. Presque dix ans après que j'ai défié le président Barroso, lors de son audition de confirmation par le groupe socialiste, d'offrir aux travailleurs d'un État membre détachés dans un autre les mêmes revenus et conditions que les travailleurs œuvrant à leurs côtés, l'exploitation et l'injustice sont toujours présentes à grande échelle. Parallèlement. les contrats «zéro heure» continuent de piéger de plus en plus de travailleurs européens dans la pauvreté et l'insécurité. Ce sont là des problèmes (et je pourrais en mentionner d'autres) pratiques, terre à terre que l'Europe doit résoudre. Ces exemples spécifiques montrent une préoccupation plus grave. Ou les travailleurs sont associés à ce projet, ou ils s'en éloigneront. Si le président Barroso était parvenu à convaincre ses pairs au sein de la Commission et du Conseil de ces faits, alors peut-être que le Brexit n'aurait jamais eu lieu.

## **Stephen Hughes**

S&D, Royaume-Uni (1984-2014) skipseyhughes@mac.com

# PE AU TRAVAIL

## DOSSIERS CLES

Les projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre au niveau national ont été adoptés par les députés, après un débat sur le retrait américain de l'accord de Paris. (Session de juin - P8 TA-PROV(2017)0085)

Ces réductions contribueront à atteindre l'objectif de l'UE de diminuer ses émissions de 40% d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990.

Les députés ont donné leur approbation aux priorités de travail pour la période 2018-2022 de l'Agence des droits fondamentaux de l'UE. (Session de juin - P8\_TA-PROV(2017)0085)

Les priorités incluent l'asile et l'intégration des réfugiés et migrants, la lutte contre le racisme et la xénophobie, ou encore la protection des données et l'inclusion des Roms.

Davantage de préférences commerciales pour l'Ukraine. (Session de juillet S - P8\_TA-PROV(2017)0102)

L'UE doit offrir davantage de préférences commerciales à l'Ukraine, à l'exception d'un certain nombre de produits agricoles, conditionnées à la lutte contre la corruption.

# Rendre les biens durables et plus facilement réparables. (Session de juillet - P8\_TA-PROV(2017)0216)

Le PE adopte une résolution qui souhaite promouvoir un allongement de la durée de vie des produits, en remédiant notamment à l'obsolescence programmée des biens matériels et des logiciels.

Europe numérique: opportunités pour les entreprises européennes et 5G. (Session de juin - P8\_TC1-COD(2016)0031) (P8\_TC1-COD(2016)0031)

La numérisation des entreprises de l'UE doit aller de pair avec des garanties contre une société divisée, et la stratégie en matière de fréquences doit encourager la 5G.

Les autres principaux dossiers abordés dans les séances plénières étaient:

#### **Juin 2017**

- La nouvelle politique globale de développement de l'UE, qui vise à répondre aux problèmes liés au changement climatique, à la migration et à la sécurité, a été adoptée par les députés. (01.06.17)
- Le PE a donné le feu vert à un outil permettant aux consommateurs de choisir des produits qui réduisent leur consommation d'énergie et leurs factures énergétiques. (13.06.17)
- Un budget approprié, des synergies entre les fonds et une simplification peuvent améliorer la politique de cohésion de l'UE pour l'après-2020 disent les députés. (13.06.17)
- Les députés condamnent les violations des droits de l'homme en République démocratique

- du Congo et demandent une enquête indépendante sur les violences au Kasaï. (14.06.17)
- Balkans occidentaux: les députés saluent les progrès. Belgrade et Pristina doivent faire plus d'efforts pour se rassembler et se rapprocher de l'UE, alors que Skopje devrait s'engager dans des réformes européennes solides. (14.06.17)

#### Juillet 2017

- Les multinationales devraient publier les **informations fiscales** dans chaque pays dans lequel elles opèrent. (04.07.17)
- Le PE invite les États membres à utiliser le remboursement budgétaire de 6,4 milliards d'euros (de 2016) pour l'aide aux réfugiés. (04.07.17)
- Les députés ont donné leur

- approbation au tout premier accord de coopération UE-Cuba, marquant ainsi un tournant majeur dans les relations entre les deux pays. (05.07.17)
- Les députés ont approuvé la création d'une nouvelle commission spéciale afin de remédier aux failles pratiques et législatives de la **lutte antiterrorisme** dans l'UE. (06.07.17)
- Les négociations d'adhésion devraient être suspendues si les changements proposés à la constitution turque sont adoptés, ont prévenu les députés. (06.07.17)

Pour plus d'informations :

http://www.europarl.europa.eu/ news/fr/news-room/plenary

# **ACTUALITÉ**

# LES DÉFIS EUROPÉENS

L'Europe, tout comme le reste du monde, est aujourd'hui confrontée à des défis requérant une solution rapide. Les débats tenus lors des réunions de plus ou moins haut niveau sont insuffisants et les déclarations destinées à rester lettre morte ne résoudront pas les problèmes de sécurité et de défense de l'Union européenne.

Quelques signes encourageants ressortent néanmoins du G20 de juillet. Le bilan du tête-à-tête entre le président des États-Unis et le président russe, durant lequel ont été émises quelques propositions prometteuses pour mettre un terme à la guerre en Syrie, semble positif. Des questions majeures ont pu être abordées, telles que la situation en Corée du Nord et le libre-échange, l'importance de l'accord de Paris et les interférences causées par la guerre hybride dans les élections nationales.

Lors de sa visite en Pologne, le président Trump a finalement concédé que les États-Unis étaient tenus de respecter l'article 5 de l'OTAN, qui recouvre évidemment une importance particulière pour les États baltes et, indirectement. la Suède et la Finlande, des États voisins n'appartenant pas à l'Alliance. Cette déclaration survient à un moment où les espaces aériens du golfe de Finlande et de la Baltique semblent s'être changés en une piste de Formule 1 aéroportée, où les participants prennent presque chaque jour des risques dans des situations de vol rapproché. Nul ne sortirait vainqueur d'une guerre entre la Russie et l'OTAN. C'est pourquoi elle ne doit jamais avoir lieu. Des rapports de dissuasion

non-maîtrisés et incontrôlés pourraient toutefois conduire à une situation que personne ne souhaite voir se réaliser.

Les pays nordiques ont réagi ensemble. Leur coopération en matière de sécurité s'est accrue, tant sur le plan politique que sur le plan militaire.

La Suède et la Finlande, qui ne font pas partie de l'OTAN, ont particulièrement renforcé leur coopération militaire, allant jusqu'à l'élaboration d'un traité, qui n'a pour l'instant pas été conclu.

S'il existe une coopération européenne sur le plan économique et agricole, l'Union ne dispose pas de compétences supranationales en matière de paix et de sécurité; ces questions sont donc réglées par des mécanismes intergouvernementaux. Les décisions en matière de sécurité sont donc peu harmonisées. Les ministres de la défense, l'année dernière, ont suggéré de former des

dernière, ont suggéré de former des petits groupes de pays en accord sur les questions de sécurité, tout en instituant des organisations plus générales, telles que des forces prépositionnées. Cette proposition est à l'origine de la Force expéditionnaire commune menée par le Royaume-Uni et composée par 9 pays d'Europe du Nord, qui dispose de troupes nationales spécialisées et prêtes à intervenir rapidement en cas de besoin. Les mêmes pays, ou presque, avaient déjà formé auparavant un groupement tactique nordique. Entraîné et opérationnel, il s'était cependant heurté à l'hésitation des dirigeants et n'est donc jamais entré en action, même lorsque cela aurait été nécessaire.

Lâcheté de la part des politiciens ?

Quelle tristesse de constater que la loi des armes soit si prépondérante à travers le monde, alors que l'unique solution durable est le règne du droit! La tendance est aujourd'hui à la division, non à l'union. Les discours de haine, en pleine expansion, ont contaminé jusqu'aux esprits les plus ouverts et l'idée d'une Europe forteresse est malheureusement largement acceptée de nos jours. C'est pourquoi la réunion de Hambourg, à l'occasion du G20, a été une nette victoire pour la chancelière Angela Merkel, qui a une fois de plus montré qui dirige véritablement l'Europe aujourd'hui. Bien que la déclaration finale ait été évidemment diluée, un consensus s'est dégagé sur le libre-échange, la question de la Corée du Nord, la querre hybride, la vérité et les fausses informations, les cyber-attaques et bien d'autres thèmes encore. Voyons s'il sera suivi d'actions concrètes. Dernier point, mais non le moindre: 19 participants ont déclaré vouloir garantir notre futur commun en maintenant fermement leur position sur l'accord de Paris concernant le changement climatique. Un seul a choisi de s'en détourner: le président des États-Unis. Un jour triste pour les Américains et pour le monde entier.

#### Elisabeth Rehn

Hon. ministre d'État, Finlande ELDR, Finlande (1995-1996) elisabeth.rehn@kolumbus.fi

# **«PACTE AVEC L'AFRIQUE»**

Cette fois, le G20 s'est tenu en Allemagne. Auparavant, la chancelière allemande avait déjà organisé un G20 des femmes auguel avaient participé, notamment, la reine Maxima des Pays-Bas, la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, une entrepreneuse du secteur des technologies de pointe du Kenya et la «Première fille» Ivanka Trump. Si le facteur de la célébrité est important pour la perception du sommet par le public, il ne doit pas non plus être sous-estimé pour la levée des fonds. Ainsi, il a été proposé de créer un fonds visant à aider les femmes occupant des postes d'encadrement ou chefs d'entreprise à jouer un véritable rôle dans l'économie mondiale. Le projet a bien démarré, y compris financièrement. Maintenant, il s'agit d'assurer le succès de sa mise en œuvre.

'Le pacte proposé
par le G20 exige des
partenaires africains
qu'ils soient plus
disposés à mener des
réformes ainsi qu'à
renforcer la stabilité
politique, la sécurité
juridique et la lutte
contre la corruption.'

L'initiative «Pacte avec l'Afrique» présentée par l'Allemagne, qui vise à rendre l'Afrique plus attrayante pour les investisseurs, a figuré au cœur du sommet du G20 qui a suivi. En fournissant de l'argent, des experts et une expertise technique, les partenaires du G20, la Banque mondiale, le FMI et la

Banque africaine de développement devraient aider à améliorer les infrastructures en Afrique et à créer ainsi des emplois, de sorte que les jeunes hommes africains ne soient plus contraints d'entreprendre des voyages illégaux et périlleux vers l'Europe.

Le pacte proposé par le G20 exige des partenaires africains qu'ils soient plus disposés à mener des réformes ainsi qu'à renforcer la stabilité politique, la sécurité juridique et la lutte contre la corruption. Ce n'est qu'à cette condition qu'ils peuvent espérer accroître la confiance des investisseurs.

Le Maroc a obtenu de participer à ce pacte. On peut être curieux des résultats. À cet égard, il convient de souligner que l'Union africaine (UA) a accepté l'adhésion du Maroc malgré la problématique toujours non résolue du Sahara occidental. Sur ce point, le Parlement européen semble également s'être résigné. Les choses étaient tout autres à l'époque où Barbara Simons, députée au Parlement européen de 1984 à 1994, présidait un intergroupe très activement engagé en faveur de l'indépendance de l'ancienne colonie espagnole et fondait beaucoup d'espoir sur le référendum proposé par l'ONU, qui n'a toujours pas été organisé à ce jour. On peut lire le récit de ces événements dans le touchant journal de Barbara Simons, où elle raconte comment elle s'est liée d'amitié avec les activistes du Polisario dans le contexte de leur résistance à l'annexion par le Maroc d'une vaste partie du Sahara occidental.

Après qu'elle a quitté le Parlement européen, Michael McGowen,

membre de l'AAD, a repris la présidence de l'intergroupe, mais dans les faits, rien n'a changé. Reste à voir si la nomination de l'ancien président allemand Horst Köhler en tant qu'envoyé spécial de l'ONU pour le Sahara occidental permettra de résoudre le problème.

L'Afrique du Sud, pays affichant l'économie la plus forte du continent, est le seul membre africain du G20. Néanmoins, la nation arc-en-ciel ne se porte pas aussi bien que dans la vision de Nelson Mandela, qu'il avait présentée de facon convaincante lors de son discours d'investiture à Pretoria, en 1994, après la fin de l'apartheid. On peut également en lire le récit dans le journal de Barbara, qui avait été invitée en reconnaissance des services rendus à la nouvelle Afrique du Sud démocratique et en tant qu'amie de Nelson Mandela (les personnes intéressées par le journal de Barbara peuvent me contacter par email!). Une grande partie de l'Afrique du Sud se trouve aujourd'hui aux prises avec la pauvreté, le chômage, l'absence de perspectives et une criminalité violente alarmante, et des rumeurs menaçantes s'élèvent au Congrès national africain. Les accusations de népotisme et de corruption à l'encontre du président Zuma se multiplient. Il existe ici aussi un grand besoin de réformes exemplaires pour répondre aux espoirs de la population. Un climat plus propice aux investissements s'installera alors de lui-même!

#### **Karin Junker**

PSE, Allemagne (1989-2004) karin.junker@t-online.de

# CARNETS DE LIBYE 2011-2017

Nous étions en 2011, pendant l'intervention militaire de l'OTAN en LIBYE, quelques anciens parlementaires européens-Margie Sudre, Thierry Cornillet<sup>1</sup>, John Alexander Corrie et moi-même- à penser qu'il n'était pas normal qu'aucune mission du Parlement européen ne se soit rendue dans ce pays en guerre alors que canadiens, africains, chinois, russes et américains l'avaient fait...

Aussi, en liaison avec le 'Club des Cinq'<sup>2</sup> de l'Union africaine qui était porteur d'un plan de paix pertinent, sommes-nous partis à Tripoli, via la Tunisie, fin juin.

Durant 4 jours, nous avons rencontrés des représentants des tribus, cœur du pouvoir politique libyen en l'absence d'un véritable Etat, des ong locales et européennes, des personnalités du pouvoir et des associations humanitaires.

A notre retour à Paris, nous avons publié une tribune sur le site internet du quotidien français 'Le Monde' dans laquelle, devant l'enlisement du conflit depuis 4 mois de guerre, nous témoignions qu'il était temps de mettre autour d'une table de négociations les différentes parties au conflit afin d'aboutir à un plan de paix.

Car dans le cas contraire, nous prédisions le chaos et la guerre civile dans le pays avec en prime la déstabilisation de l'Afrique de l'Ouest et Centrale, l'accélération de l'islam radical et du terrorisme ainsi que le déferlement de vagues migratoires.

Depuis, les évènements nous ont, hélas, donné raison. Les milices islamistes prirent le dessus et l'éclatement territorial du pays s'ajouta aux divisions tribales provoquant le chaos.

Récemment, dans le cadre de mes activités de consultant, je me suis rendue à Benghazi et dans l'est de la Libye pour vérifier dans quel état se trouvait la Cyrénaïque, depuis que le maréchal Haftar avait lancé son opération 'Dignité' en 2014 avec 200 hommes pour chasser les islamistes de cette région.

Après 2 années de féroces combats et de nombreuses destructions, un constat s'impose : l'ordre est rétabli, les villes et ports s'étendant de Syrte à la frontière égyptienne sont sous contrôles. En somme, la vie reprend son cours...

Des avancées importantes ont été faites depuis deux mois pour aboutir à un accord politique entre le trio Haftar-Sarraj-Tani devant conduire à une nouvelle Constitution et, dans le délai de six mois, à des élections présidentielles et législatives.

Dès lors le pays pourra se consacrer à la mise en place d'un véritable Etat et à sa reconstruction.

Néanmoins, lorsque l'on est européen de nombreuses questions doivent nous interpeller...

Nous nous sommes polarisés sur l'Irak et la Syrie et n'avons témoigné que désintérêt pour la Libye, à 300 kilomètres de nos côtes, enjeu du terrorisme et de la migration sur le continent africain.

Pourquoi continuons-nous à financer les camps de réfugiés alors que nous savons que ce sont les milices islamistes qui les 'administrent', y organisent les trafics de la



Michel Scarbonchi avec le Maréchal Khalifa Haftar le 18 mai à Benghazi

prostitution, de l'esclavage, de la drogue et des migrants ?!... Ce pays et la crise douloureuse qu'il traverse nous fait prendre conscience de trois faits maieurs: le premier est que la méditerranée est notre bien commun, passage essentiel entre deux espaces si liés par l'histoire et par l'avenir; le second réside dans la nécessité de mettre enfin en chantier une Défense européenne à même de protéger l'espace européen et de projeter des forces en prévention ou gestion de conflits à nos 'portes'; le troisième consiste à nous impliquer totalement dans la reconstruction de la Libve.

Car n'en doutons pas, en Afrique, le terreau du terrorisme et de la migration, c'est la pauvreté autant sinon plus que la radicalisation islamiste.
La Libye est donc, avec sa paix et sa reconstruction, un enjeu et un défi pour la sécurité et la prospérité de l'Union européenne.

#### **Michel Scarbonchi**

France, ARE (1997-1999) PSE (2001-2002) EUL/NGL 2002-2004) mscmonde@gmail.com

<sup>1.</sup> Thierry Cornillet est redevenu député le 31 mai 2017

<sup>2.</sup> le Club des Cinq de l'UA était composé de l'Afrique du Sud, du Congo, Mali, Mauritanie et Ouganda

## **DEUX GRANDES FIGURES**

Quand ces lignes paraîtront, l'été, qui sera passé, aura pu affaiblir l'intensité des émotions vécues en juillet. Mais pour ma part, je n'oublierai jamais ces deux moments exceptionnels qu'une coïncidence improbable a associés : l'hommage, si magnifique et si émouvant, que le Parlement européen a rendu dans l'hémicycle de Strasbourg, ce samedi 1er juillet, au père de la réunification de l'Allemagne. Il sera suivi quatre jours plus tard, de celui rendu à Simone Veil dans la cour d'honneur de l'hôtel des Invalides à Paris. Bientôt, elle sera la cinquième femme à reposer au Panthéon de la France. Ici, je veux donc continuer à les associer, l'un et l'autre. Helmut Köhl voulait une Allemagne européenne, et non une Europe allemande. Lorsque l'opportunité historique de la réunification s'est présentée, il a su en poser les actes décisifs, notamment en acceptant la monnaie unique, en dépit des réserves qui demeuraient fortes parmi les Allemands, qui se souvenaient trop des années terribles. Et sa marche, main dans la main, avec François Mitterrand, dans les allées du cimetière de Verdun. le 22 septembre 1984, restera un moment inoubliable pour tout ce



Discours de Helmut Kohl, chancelier allemand en séance solennelle sur la situation en Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin (1989) au PE à Strasbourg ©Union européenne

qu'elle signifiait. Comme d'autres grands du passé, il a pu vivre ses dernières années dans le sentiment de l'ingratitude. Mais ce que l'histoire retiendra, c'est son apport irréversible à la construction européenne, par sa conviction visionnaire autant que par son pragmatisme bienveillant. Quant à Simone Veil, à seize ans, le 30 mars 1944, dans les lendemains insouciants de son baccalauréat, elle était brutalement embarquée à Nice dans les trains de la mort vers l'enfer des camps d'extermination. Elle y résistera miraculeusement, mais y perdra son père, sa mère, son frère, et tant d'autres de ses proches. De retour en France, elle débute sa carrière professionnelle dans la magistrature, et plus particulièrement, ce que l'on sait peu, en choisissant la protection des faibles de l'univers pénitentiaire.

Son combat de ministre pour défendre au Parlement la loi autorisant l'avortement, en dépit des pires insultes qu'elle y entendra, elle qui était revenue d'Auschwitz, la fera connaître du grand public en 1974, et elle est restée depuis, admirée et aimée sans discontinuité, quasi unanimement.

Mais dès 1945, et pendant les 72 ans qui ont suivi jusqu'à sa mort, le vrai combat de sa vie, fut celui de la réconciliation et de l'unification de l'Europe, pour qu'on ne voie « plus jamais ça ». Nous avons été proches pendant de longues années au Parlement européen. Jamais, je ne l'ai entendue avoir une phrase d'hostilité à l'égard du peuple allemand. Elle avait banni tout ressentiment pour ne regarder que l'avenir, celui d'une Europe dont la réconciliation était la condition pour y garantir la paix et le progrès dans la solidarité.

Ces deux grandes figures, chacune selon son chemin, garderont une même place sur l'essentiel, dans nos mémoires.



#### **Nicole Fontaine**

Ancienne Présidente du Parlement européen. PPE-DE, France (1984-2009) nfontaine@aol.com

# LA MAISON DE L'HISTOIRE EUROPÉENNE

Toutes les nations européennes sont fondées sur des mythes qui renforcent leur cohésion interne. On dit que l'Union européenne ne repose sur aucun mythe fondateur et que ses citoyennes et citoyens n'ont aucun récit commun autour duquel se fédérer. Est-ce bien vrai? Et si c'est le cas, faut-il en créer un? Ma réponse est oui! Pour moi, cette notion fondatrice est le concept d'Europe, celui de l'unité pacifique des peuples d'Europe. L'originalité de ce concept réside dans le fait qu'il a commencé à se concrétiser au moment même où notre continent était brisé et semblait plonger dans des abîmes d'obscurité. Le concept d'Europe doit être source de solidarité, de cohésion et d'intégration. Pour y parvenir, il nous

source de solidarité, de cohésion et d'intégration. Pour y parvenir, il nous faut raconter son histoire et nous en imprégner. Ce mythe doit être suffisamment puissant pour prouver qu'il est possible de tirer aujourd'hui les enseignements du passé et de s'en servir pour construire l'avenir. C'est à cela que doit contribuer la Maison de l'histoire européenne, dont j'ai proposé la création le 13 février 2007, à Strasbourg, dans mon discours inaugural en tant que Président du Parlement européen.

Ouverture de la Maison de l'Histoire européenne © Union européenne

Mon souhait était alors de créer un lieu capable de retracer notre histoire européenne commune et d'évoquer ses idéaux et sa richesse culturelle sans taire ses guerres et ses tragédies; un lieu de mémoire et d'avenir, pensé, conçu et réalisé non pas à l'échelle d'un pays mais à l'échelle européenne; un lieu qui permette de comprendre ce qui rend si nécessaire la constitution d'une identité européenne; un lieu enfin, à même de renforcer nos valeurs européennes communes.

Je suis aujourd'hui encore plus convaincu qu'il y a dix ans de la nécessité de ce projet. La Maison de l'histoire européenne doit nous montrer pourquoi, quelles que soient ses insuffisances, nous pouvons être fiers de ce que l'Europe a accompli jusqu'à présent.

Et ce, à une époque où l'unité de l'Europe est plus que jamais menacée par le populisme, l'extrémisme politique, et les mouvements nationalistes, voire racistes, qui font renaître les vieilles rancœurs. Les démons d'un passé que l'on pensait depuis longtemps révolu menacent de réapparaître. Nous ne pouvons pas le permettre!

La Maison de l'histoire européenne doit aider les citoyennes et les citoyens à avancer avec courage et confiance vers un avenir qui semble pour l'heure tumultueux et menacé. Elle doit retracer les grandes lignes de l'histoire européenne pour éclairer les évènements contemporains. C'est une maison qui doit montrer que les valeurs européennes d'intégration que sont la dignité de la personne humaine, la liberté, la démocratie, la paix, la solidarité et la subsidiarité, font progresser la coexistence pacifique. En tant que

demeure commune, cette maison doit encourager les citoyennes et les citoyens de l'Union européenne à prendre une plus grande part au processus décisionnel européen. Ils ne seront pas de simples visiteurs, mais des agents du processus de définition d'une identité européenne. Mes fonctions en tant que Président du Parlement européen puis en tant que président du conseil de direction m'ont permis de participer au fil des ans à l'élaboration de cette Maison de l'histoire européenne. Le processus a été très long et nous avons dû surmonter de nombreux obstacles.

Je peux bien le dire: c'est le projet le plus difficile qu'il m'ait été donné de lancer et de faire aboutir au cours de ma carrière politique avec l'aide de nombreuses personnes partageant la même vision. La Maison de l'histoire européenne est le fruit d'une coopération européenne et démontre de façon éclatante que le projet européen peut être un succès. Certains applaudiront, d'autres critiqueront bien sûr, mais les musées évoluent constamment. On apporte des corrections, on modifie, on complète. Cela s'applique tout particulièrement à la Maison de l'histoire européenne, porte ouverte sur l'avenir, car l'histoire, loin d'être statique, est en perpétuel mouvement.

#### **Hans-Gert Pöttering**

Ancien Président du Parlement européen. Président de la Fondation Konrad Adenauer PPE, Allemagne (1979-2014) hans-gert.poettering@kas.de

# UN PRIX DE LA CONCORDE POUR L'EUROPE

Le 21 juin dernier, le jury du prix Princesse des Asturies de la concorde 2017 annoncait la remise de cette distinction à l'Union européenne, une candidature que j'ai eu l'honneur de soutenir dès que me l'avait demandé son promoteur, le député européen socialiste espagnol Jonás Fernández. Il s'agit sans nul doute d'une judicieuse décision, alors que nous fêtons les 60 ans du traité de Rome et que nous nous trouvons dans un moment de transition pour l'Europe, où l'on cherche à surmonter définitivement les pulsions nationalistes et populistes, après les élections autrichiennes. hollandaises et françaises, afin d'avancer dans la dimension sociale de l'Union, la sécurité et la défense commune, et l'introduction des piliers financiers et budgétaires de la zone euro, ce que semble déjà épauler la chef du gouvernement allemand, Angela Merkel. Avec ce prix de la concorde, synonyme de paix, c'est la valeur d'un projet d'intégration politique supranational réellement unique et

La Fondation Princesse des Asturies réunit chaque année les Prix Princesse des Asturies qui visent à récompenser le travail scientifique, technique, culturel, social et humanitaire effectué à l'échelle internationale par des individus, des institutions ou des groupes d'individus ou d'institutions. Ils sont décernés dans huit catégories: les arts, la littérature, les sciences sociales, les communications et les sciences humaines, la recherche technique et scientifique, la coopération internationale, la concorde et le sport.

original dans l'histoire de l'Humanité qui est reconnue. Un projet grâce auquel notre continent, par ailleurs le plus libre, solidaire et démocratique du monde, a pu jouir de 67 ans d'harmonie.

En effet, il n'y a pas de meilleur exemple d'entente que la paix ellemême. Non pas une paix abstraite, rhétorique, idéale ou future, mais bien une paix concrète, matérielle, quotidienne et journalière, état qui caractérise l'Europe communautaire depuis le 9 mai 1950.

Ce prix est-il un motif de complaisance? En aucun cas. Ces 10 dernières années, les politiques d'ajustement budgétaire à outrance, lancées au Conseil par certaines majorités politiques, ont exacerbé le drame social de la crise économique et les inégalités en tout genre. Parallèlement, malgré les différentes initiatives de grande envergure développées par la Commission et le Parlement européen, tel que le système de quotas de réfugiés, les États membres n'ont pas été à la hauteur dans la gestion de la grave crise humanitaire persistante dans les eaux de la Méditerranée centrale et orientale, ce que d'aucuns considèrent comme un échec de l'Union européenne.

Pour déployer un autre type de politiques en Europe, de la dimension sociale nécessaire à une plus grande protection des demandeurs d'asile qui fuient les guerres et les violations massives des droits de l'homme, il convient, d'une part, de forger de nouvelles majorités dans les institutions clés et, d'autre part, de réformer les traités afin d'éliminer complètement l'unanimité dans la prise de décisions et la compétence

exclusive du Conseil dans certains domaines (impôts), et les différentes interdictions d'harmonisation (politique de l'emploi). Sans fédération, il n'y aura pas d'Europe sociale.

'C'est la valeur d'un projet d'intégration politique supranational réellement unique et original dans l'histoire de l'Humanité qui est reconnue.'

Je considère le prix non seulement comme une reconnaissance des réalisations positives de ces presque sept décennies de construction européenne, de la monnaie unique et du marché intérieur à la libre circulation des personnes et des travailleurs, en passant par le programme d'échange Erasmus, la politique de cohésion dont l'Espagne a tant bénéficié, ou encore le programme pour la recherche «Horizon 2020», mais aussi et surtout comme un encouragement pour ce qu'il nous reste à construire, c'est-à-dire une véritable Europe politique et fédérale, profondément sociale et écologique, pleinement cosmopolite, multiculturelle et ouverte au monde, et disposée à influencer la gouvernance mondiale, tout en affirmant les meilleures valeurs de la tradition des Lumières: liberté, égalité, démocratie et fraternité.

## **Josep Borrell Fontelles**

Ancien Président du Parlement européen.

PSE, Espagne (2004-2009) monteluxor@gmail.com

# UNE RECETTE EUROPÉENNE DE L'ÉDUCATION

L'Union européenne est une union de la connaissance et de l'éducation. Les États européens sont diversifiés: ils ont donc des systèmes éducatifs également diversifiés. Chaque pays possède sa propre politique en matière d'éducation, une structure spécifique ainsi que de nombreuses connaissances et idées. Il s'agit là d'une force. Une force que nous devons exploiter. L'Union a donc à cet égard une obligation envers ses citoyens. À l'heure de la crise des migrants et de la mission que représente l'intégration, l'éducation est plus importante que jamais. L'éducation est liée à l'être humain. Oue serait l'être humain sans éducation? La formation linguistique est déjà fortement encouragée. J'ai pu m'en rendre compte en vivant en colocation avec des réfugiés afghans mineurs. La communication, sans l'allemand, était limitée. De quoi avions-nous besoin? Essentiellement d'une formation linguistique, pour faciliter la co-habitation. Il se trouve que même nous, les non-réfugiés, avons ici besoin d'éducation. Nous avons beaucoup à apprendre d'autres pays et d'autres cultures. La bonne volonté et le sens du partage acquièrent dès lors une toute autre importance.

L'éducation, c'est comme la cuisine: il faut respecter les doses; les ingrédients de l'éducation (le contenu de l'enseignement) doivent être bien établis. C'est ce qui permettra à l'Europe d'aller de l'avant. Pour cuisiner, il faut une recette, qui représente la manière de procéder. Cette recette doit préciser clairement quels sont les ingrédients nécessaires et en quelle quantité. La mission de l'Union est justement

de mettre au point cette recette et, surtout, de la transmettre aux générations futures.

L'éducation doit en outre être constamment «assaisonnée». Les épices symbolisent l'altérité dans l'éducation. Ce sont dès lors essentiellement les réalités culturelles, sociales et nationales qui donnent à l'éducation sa «saveur». Le rôle de l'Union n'est pas d'assumer elle-même la mission de l'assaisonnement: elle doit tout au plus établir des directives. C'est ainsi que la diversité et l'unité dans la différence pourront être préservées. L'Europe a besoin de diversité, car, si nous «abolissons» les nations, nous en perdrons l'histoire, l'ingéniosité et l'humanité. L'Union doit donc faire preuve de détermination et protéger les États nationaux et les cultures. En effet, c'est dans la diversité que réside le pathos de l'Union. Et l'éducation se fait précisément le témoin de cette diversité, par exemple grâce à des approches et à des supports différents. L'Europe appelle à l'exaltation dans la différence et, dans le même temps, à la communion dans une unité novatrice.

Chaque plat a besoin d'un cuisinier. L'éducation, de même, a besoin de représentants et d'exécutants. L'éducation est une caractéristique profondément humaine, et c'est pourquoi elle concerne chacun d'entre nous. L'Union n'est donc pas l'unique «cuisinier» de l'éducation: chaque personne qui y prend part se fait chef cuisinier. Chacun assume ses propres responsabilités. L'Union est tenue de s'investir pour promouvoir une éducation approfondie et fiable et faire de l'Europe un «continent

de l'éducation».

À l'instar d'un mets, l'éducation doit être servie avec soin. Elle doit donc être durable et fournir à chacun les compétences nécessaires pour trouver un emploi. Sur ce point, selon mes colocataires et moi-même, l'Union se doit de s'impliquer davantage: elle doit renforcer le soutien aux jeunes pour diminuer le chômage parmi cette tranche de la population. L'éducation est une valeur fondamentale. Elle permet d'améliorer les perspectives d'avenir de ses bénéficiaires. Pour mes colocataires et moi-même, il ne fait aucun doute que seule l'éducation peut apporter une vie plus pacifique et harmonieuse.

Si l'Europe désire rester forte à l'ère de la mondialisation, si elle veut continuer à aller de l'avant et préserver l'unité dans la diversité, elle a besoin de l'éducation. Cela permettra d'échanger les différences, mais aussi de trouver des points de comparaison. Nous avons en outre besoin d'une Europe qui a «faim» d'éducation. Cuisiner ce plat particulier, le servir et l'assaisonner de toutes sortes: telle est la mission de toutes les générations. Il n'y a qu'ensemble que nous pourrons créer une Europe forte, qui pourra résister à la critique, et cela vaut aussi pour l'éducation. L'avenir dépend de cette recette que doit élaborer l'Europe.

#### **Johannes Schwarz**

Volontaire Service Volontaire Fédéral (Bundesfreiwilligendienst) schwarz.johannes@online.de

# **FOCUS**



# **FOCUS**

# POLITIQUE ET CRÉATIVITÉ

La créativité, ou plutôt les industries créatives, sont un terme «politique». Il s'agit, en effet, d'une catégorie de l'économie qui voit le jour entre l'Australie et la Grande-Bretagne dans les années 1990, et qui est associée à deux dirigeants comme Paul Keating et Tony Blair, qui ont été les premiers à pressentir que l'union entre l'économie et la culture ouvrait une voie résolument politique. Depuis lors, l'attention pour la créativité du secteur public s'est répandue dans le monde entier. États, régions et villes partout dans le monde ont lancé des programmes de soutien d'un macro-secteur de l'économie qui comprend différents domaines tels que la conception et le cinéma, les technologies appliquées aux biens culturels et le théâtre, la radio et les logiciels, et bien plus encore. Des domaines différents. certes, mais liés par leur nature de professions fondées sur le talent individuel et les capacités créatives de l'individu permettant de convertir des valeurs culturelles en économie. Mais pourquoi la politique doit-elle investir dans les industries créatives? Il y a plusieurs raisons.

Tout d'abord parce qu'il s'agit d'un secteur très important en termes

quantitatifs: il emploie en Europe plus de 12 millions de personnes et sa contribution à l'économie représente 5,3 % de la valeur ajoutée produite. Qui plus est, il s'agit d'un secteur d'activité qui croît à un rythme plus rapide que les autres et qui «contamine» de manière positive les entreprises du secteur traditionnel, en les poussant à devenir plus innovantes et plus productives. Ces industries présentent en outre la capacité de contribuer à l'amélioration de la qualité urbaine des villes, étant donné le rôle de la «classe créative» dans la mise en place des processus de régénération urbaine qui elle-même encourage l'implantation des entreprises sur le territoire, des espaces de travail partagés et d'accélération qui finissent par former des districts culturels et créatifs. Qui plus est, la présence de la classe créative est un élément important pour la stratégie de marque de la ville et pour son positionnement dans la compétition entre zones urbaines qui caractérise de plus en plus les dynamiques de l'économie.

'Promotion d'une nouvelle culture d'entreprise, aménagement d'espaces et rénovation urbaine, amélioration de la qualité de l'administration.'

à contribuer à une amélioration de l'administration, au profit des citovens. C'est la direction dans laquelle vont par exemple les applications de jeux vidéo aux

pathologies dégénératives ou aux processus de réhabilitation; l'application des techniques de conception aux activités administratives afin de produire des services publics plus attentifs aux besoins de l'utilisateur; les développements d'une technique de réglementation innovante comme le coup de pouce (nudge) qui aspire à améliorer les comportements des citoyens en faisant appel à des techniques douces comme les techniques de communication. Promotion d'une nouvelle culture d'entreprise, aménagement d'espaces et rénovation urbaine. amélioration de la qualité de l'administration. Tels sont les moteurs de l'intervention publique dans ce domaine. Celle-ci se développe au cours des dernières années également en Europe, grâce à l'expérience et à l'exemple de certains pays pionniers et à l'action de la Commission et du Parlement, qui ne ménagent pas leurs efforts en la matière et qui peuvent encourager les différents États à œuvrer dans ce sens.

Pourtant, il reste beaucoup à faire. Et c'est l'Union européenne qui doit agir en première ligne dans ce domaine, en vue d'une action commune et coordonnée entre les différents États membres sur un dossier dans lequel se joue la compétitivité du «vieux continent» dans les années à venir et une grande partie de sa capacité à continuer d'être un point de référence culturelle dans un monde de plus en plus globalisé.

Il y a, enfin, la capacité de ce secteur



Andrea Manzella PSE, Italie (1994-1999) an.manzella@gmail.com

# CONSTRUIRE DES ÉCOSYSTÈMES CRÉATIFS?

Le secteur de la création, avec une croissance manifeste et des retombées dans toute l'économie, compte parmi les réussites de ces vingt dernières années. Porté par les microentreprises, alimenté par le numérique et mobilisé par les idées et les perspectives critiques des arts, le secteur de la création se caractérise aussi par des pratiques collaboratives et souvent interdisciplinaires, un travail transversal, et une insatiabilité pour générer de nouveaux types de valeur qui contribuent à catalyser l'innovation. Afin de produire un impact maieur sur l'emploi. le PIB et la valeur ajoutée brute (VAB), et apporter une valeur sociale et, bien sûr, culturelle, le secteur de la création requiert certains types de conditions favorables. En bref, il prospère dans ce que l'on pourrait appeler les "écosystèmes créatifs", où une combinaison d'infrastructures, de soutiens et de réseaux apporte une configuration d'échanges propice à un développement effectif du secteur. Ces écosystèmes créatifs, même s'ils sont connectés à l'échelle mondiale grâce au

Tom Fleming

numérique, sont souvent très ancrés localement: des villes et des régions particulières, offrant l'intensité de l'identité, de l'énergie et des échanges, permettent aux pratiques créatives de prospérer. Les écosystèmes créatifs les plus efficaces sont déterminés par un ensemble de valeurs partagées. Ils sont, par exemple, l'expression d'une identité locale (souvent liée à une ville) particulière, qui influence le contexte culturel dans le cadre des processus de production créative et de consommation. Ils sont également inclusifs grâce aux filières dans le secteur de la création, ouvertes à la réserve de talents d'une interculturalité grandissante présente dans une ville, offrant en outre une parité entre les genres et les âges. De plus, les écosystèmes créatifs performants prônent des pratiques collaboratives interdisciplinaires, où différents secteurs, esthétiques et technologies contribuent à créer de nouvelles formes de travail et, partant, de nouveaux types de produits et de services. Globalement, le secteur de la création est florissant, car il génère des biens et des services chargés de sens. Dès lors, il dépend de relations significatives, cultivées dans des lieux et des espaces qui portent une valeur symbolique manifeste.

'Les écosystèmes créatifs les plus efficaces sont déterminés par un ensemble de valeurs partagées.'

Dans notre travail réalisé dans toute l'Europe et au-delà, nous avons identifié cinq composantes principales pour des écosystèmes créatifs vigoureux, inclusifs et durables:

1) ils reposent sur les arts et la culture. Le secteur de la création dépend des idées, des attitudes et des contenus apportés par le secteur des arts et de la culture. Ce dernier secteur a aussi le pouvoir d'attirer et d'inspirer les talents créatifs, car il offre un environnement organisé de dialogue culturel et confère aux pratiques créatives une perspective critique dotée d'un ancrage social. Les organisations artistiques et culturelles iouent de plus en plus souvent le rôle de producteurs: elles mettent en relation les arts et les opérateurs du secteur créatif à finalité plus commerciale, commandent des activités de R&D, et mettent à disposition des espaces partagés à des fins de production et de présentation. C'est ce que l'on constate à Bristol au Pervasive Media Studio<sup>1</sup> à Watershed (un centre de cinéma culturel et de créativité numérique). où artistes, scientifiques, créateurs et technologues convergent pour développer de nouvelles activités de travail: il en va de même dans le Quartier de la création à Nantes<sup>2</sup>, où les organisations culturelles jouent un rôle de plateforme et de point d'ancrage au bénéfice d'un groupe croissant d'entreprises créatives dans

2) ils positionnent les universités comme facilitateurs déterminants. Les écosystèmes créatifs prospèrent lorsque les universités sont ouvertes et génératrices collaboratives de valeur. Elles fournissent talents,

<sup>1.</sup> http://www.watershed.co.uk/studio/

<sup>2.</sup> https://www.creativefactory.info/



savoir-faire et technologies. Ces universités ont un «effet vortex», car elles offrent un gisement de talents pour l'écosystème qui profite du développement du travail avec les entreprises créatives au niveau universitaire inférieur et supérieur: elles développent la recherche avec le secteur plutôt que pour le secteur; et elles instaurent des systèmes ad hoc, tels que des incubateurs. des accélérateurs et des centres de recherches sur mesure. On retrouve cette configuration, par exemple, au Creative Industries Center de l'UPTEC à l'université de Porto<sup>3</sup> et au Kasárne Kulturpark à Košice<sup>4</sup>.

3) ils sont interdisciplinaires et négociés, basés sur des rencontres ciblées de premier plan. Les meilleurs écosystèmes créatifs s'appuient sur une combinaison de partenariats de confiance formels ou informels. Ils sont largement mis en réseau et possèdent des pics d'activité visibles (par exemple, des espaces de coworking et des festivals). Ils mettent en relation le secteur de la création avec d'autres secteurs, et sont motivés par les

valeurs partagées d'ordre civique ou social. Cela n'est pas le fruit du hasard; en effet, chaque écosystème s'appuie sur des intermédiaires fiables, par exemple, des responsables des arts et de la culture. des agences de développement spécialisées du secteur de la création et, bien sûr, les entreprises créatives actives et responsables. Ainsi, les écosystèmes gagnent en lisibilité et en accessibilité: il en découle également une efficacité et une productivité accrues, car les personnes sont référencées et souvent encouragées (par exemple, par le biais de commandes) à travailler avec des partenaires capables de générer la plus forte valeur. C'est grâce à la mise en relation des palettes de compétences et des intérêts complémentaires que les écosystèmes créatifs prospèrent. C'est ce que l'on observe, par exemple, à travers le travail de mise en relation et de promotion de la Nottingham Creative Quarter Agency<sup>5</sup> et du Oulu Game Campus<sup>6</sup>. 4) ils combinent des plateformes physiques et numériques, reliant le local à l'international. Les

écosystèmes créatifs équilibrent l'intensité des rencontres locales avec l'accès aux connaissances, aux compétences et aux marchés dont la dimension est internationale. Les espaces de coworking qui sont mis en réseau dans des programmes paneuropéens d'échanges des connaissances, des programmes de recherche conjoints, et des festivals internationaux, contribuent à faciliter un dialogue ouvert transculturel et transgéographique. C'est le cas du travail effectué par le European Creative Business Network<sup>7</sup> et le European Creative Hubs network<sup>8</sup>, qui mettent en relation les plateformes et les agences de soutien à la création dans toute l'Union européenne.

5) ils sont généreux, inclusifs, ouverts, entreprenants et dynamiques. Les écosystèmes créatifs sont fluides, agiles et adaptatifs. Ils ne sont pas seulement réactifs aux changements, ils l'inspirent en ce qu'ils offrent des opportunités pour de nouvelles voix et promeuvent les activités qui induisent des impacts; l'accent est, par exemple, mis sur l'environnement ou la diversité. Cette situation se rencontre partout en Europe, où les écosystèmes créatifs sont vitaux pour les communautés de pratiques progressistes qui peuvent faire la différence.

## **Tom Fleming**

Directeur Tom Flemi

Tom Fleming Creative Consultancy www.tfconsultancy.co.uk @tfconsultancy

<sup>3.</sup> http://uptec.up.pt/en/corporate/uptec/creative-industries-center

<sup>4.</sup> http://www.k13.sk/

<sup>5.</sup> www.creativeguarter.com

<sup>6.</sup> http://www.pelikampus.com/

<sup>7.</sup> http://ecbnetwork.eu/

<sup>8.</sup> http://creativeconomy.britishcouncil.org/blog/16/02/24/european-creative-hubs-network-innovative-models-s/

# UN TOURNANT DÉCISIF POUR «EUROPE CRÉATIVE»

«Europe créative» est un programme nécessaire à la réalisation des objectifs suivants: la circulation des artistes, des créateurs et des œuvres, la valorisation et l'établissement des entreprises culturelles et créatives, l'internationalisation des carrières et des partenariats, ainsi que la compétitivité et la promotion de la diversité culturelle et du patrimoine culturel matériel et immatériel. Ce programme doit toutefois surmonter plusieurs obstacles qui rendent ses conditions d'accès difficiles et insatisfaisantes, en particulier pour les petites structures. Les problèmes administratifs, la gestion bureaucratique et le manque de transparence nécessitent de réviser les critères d'évaluation et de réorienter le programme vers la qualité des offres culturelles en soutenant son intégration dans d'autres programmes. En 2017, le programme «Europe créative» arrive à «mi-parcours»,

c'est-à-dire dans sa phase de révision.



Un rapport de mi-parcours sera ainsi rédigé: la Commission a confié cette tâche à des évaluateurs extérieurs indépendants, et le document sera remis au Parlement et au Conseil le 21 décembre prochain. Parallèlement, le comité de pilotage, dont font partie la Commission et les États membres, a lancé le programme 2018 par l'intermédiaire d'appels à propositions et d'attributions financières détaillées. Les innovations de cette nouvelle édition, attendue de tous, seront particulièrement visibles. Il convient par ailleurs de souligner que nous ne sommes qu'au début du processus d'attribution du Fonds de garantie des prêts, qui dispose de 122 millions d'euros destinés à des intermédiaires financiers sélectionnés par le Fonds européen d'investissement pour permettre à des acteurs des secteurs culturel, créatif et audiovisuel de bénéficier de financements à des taux avantageux, sans recourir à des garanties personnelles. Le Parlement entreprend la tâche difficile de réexaminer en profondeur le domaine du numérique, qui concerne l'ensemble des secteurs culturels mais plus directement l'axe MEDIA. Cette démarche contribue à le différencier des autres secteurs. tout au moins lorsqu'il s'agit de prendre des décisions dans l'urgence. «Europe créative» est le seul programme direct de l'Union européenne destiné aux secteurs créatif, culturel et audiovisuel. Aujourd'hui, 39 pays y participent, et son budget pour la période 2014-2020 s'élève à 1,5 milliard d'euros. Il s'agit d'une hausse de 9 % par rapport à la période précédente, bien que ce budget

représente à peine 0,15 % de celui de l'Union. Entre 2016 et 2017, le Parlement a mené à bien l'évaluation à mi-parcours du programme, en soulignant les points faibles à améliorer et les points forts à valoriser. Il est ainsi clairement demandé à la Commission européenne et aux autres États membres de procéder à une forte intégration des fonds, conformément aux ambitions du programme. Les activités en lien avec le patrimoine culturel constituent une source croissante de nouveaux emplois, d'innovation, de compétences, d'inclusion sociale et de tourisme culturel. En outre, le secteur culturel et créatif audiovisuel représente désormais plus de 5% du PIB européen, voire 12% si l'on inclut la mode et la publicité qui totalisent 12 millions d'emplois, soit 2,5 fois plus que le secteur automobile. La quantité élevée et la haute qualité des projets présentés témoignent du grand dynamisme du secteur, majoritairement composé d'entités à but non lucratif en particulier dans le sousprogramme Culture, de petites et movennes entreprises, d'organismes culturels et d'associations. Tous ces acteurs doivent être soutenus et accompagnés pour faire face au défi numérique, pour acquérir de nouvelles compétences, pour créer des réseaux coopératifs, pour favoriser la mobilité des artistes et des produits culturels en vue de soutenir les coproductions et les réseaux européens de professionnels, et pour renforcer la capacité industrielle de l'audiovisuel européen, dans la perspective de l'internationalisation des carrières.

Le 5 juillet 2017 le Parlement européen a adopté une résolution intitulée «Vers une stratégie de *l'UE dans le domaine des relations* culturelles internationales». (2016/2240(INI)) Le PE rappelle que l'UE est un acteur important de la politique internationale jouant un rôle de plus en plus important dans les affaires mondiales. Il précise que la culture a une valeur intrinsèque et que l'expérience de l'UE a montré que les échanges culturels pouvaient contribuer à promouvoir ses objectifs extérieurs et constituer un puissant pont entre des personnes de milieux ethniques, religieux et sociaux

différents.

«Europe créative» regroupe trois programmes déjà opérationnels pendant la période de sept ans précédente (Culture, MEDIA et Media Mundus). Il s'articule en deux sous-programmes et en un volet transsectoriel, bien que les objectifs généraux soient les mêmes. La volonté de fond était de déceler les éléments de convergence entre les secteurs culturel, créatif et audiovisuel, et notamment leur contribution à une croissance intelligente, durable et inclusive. La pertinence de ce choix a été confirmée par les indicateurs économiques du secteur, qui enregistrent une hausse constante et dépassent largement les indicateurs généraux, et par la dimension transversale de la culture, essentielle pour la cohésion sociale et la politique extérieure de l'Union. Toutefois, le fait d'avoir regroupé les axes «Culture» et «MEDIA» en un seul programme, et d'y avoir ajouté un secteur transversal, n'a

pas encore donné les résultats attendus en matière d'intégration des différents secteurs et projets. «Europe créative» est victime de son propre succès: le rapport entre candidatures présentées et acceptées est extrêmement faible, avec un taux de réussite de 16 % seulement pour les candidatures au sous-programme «Culture», et de 32 % pour le sous-programme «MEDIA». Entre 2014 et 2015, «Culture» a financé 351 projets sur les 1 691 recus, et «MEDIA» (qui s'appuie sur des critères automatiques pour l'appel à propositions «Distribution») n'a financé que 4 494 candidatures sur les 8 471 recues.

'Les activités en lien avec le patrimoine culturel constituent une source croissante de nouveaux emplois, d'innovation, de compétences, d'inclusion sociale et de tourisme culturel.'

Au titre des actions à mener pour la période 2017-2020 d'«Europe créative», nous avons proposé des améliorations concernant la gestion du programme et les critères d'évaluation des projets, afin de rendre le programme plus accessible, plus simple et transparent, et d'augmenter sa capacité à soutenir tous les secteurs, les petites structures et les grandes entreprises, favorisant ainsi l'équilibre entre les États quelle que soit leur taille. Il s'agit toujours de contribuer à la réalisation de l'ambition européenne de figurer sur la scène culturelle mondiale, et de soutenir la créativité des jeunes, des entités et des institutions historiques qui sont les racines de

ce continent. Parallèlement, les appels à propositions liés à l'inclusion sociale, aux migrants et aux réfugiés ont été chaleureusement accueillis. Il sera nécessaire de réorienter le programme vers la qualité et la valeur artistique des offres culturelles (et pas seulement vers la valeur économique, qui semble parfois prévaloir), en appuyant son intégration dans d'autres programmes et son ouverture à des partenaires avec des pays non européens, en particulier ceux de la zone méditerranéenne, dans le cadre de la nouvelle stratégie pour la diplomatie culturelle et de l'année européenne du patrimoine culturel, fortement soutenue par le Parlement pour 2018. À titre d'exemple, il est possible d'œuvrer davantage pour renforcer les synergies entre «Europe créative» et plusieurs programmes pluriannuels, comme Erasmus+ et Horizon 2020. Le lien entre la recherche. l'innovation et la culture est indispensable, à l'instar de l'innovation dans les petites et movennes entreprises culturelles.

#### Silvia Costa MdPE

Membre de la commission de la culture et de l'éducation Rapporteur sur «Vers une stratégie de l'UE dans le domaine des relations culturelles internationales» S&D (Italie) silvia.costa@europarl.europa.eu

# LA CULTURE DANS LES RELATIONS EXTÉRIEURES



Gagnants de l'édition 2017 du Prix de l'Union européenne pour la littérature, lancé par la Commission européenne © Union européenne 2017

Les relations extérieures demeurent un enjeu de taille pour l'Union en dépit de la révision du traité UE, qui reconnaît que les problèmes internationaux pourraient être plus efficacement résolus par la mise en commun des ressources diplomatiques et par l'octroi à l'Union de compétences en matière de politique étrangère.

L'article 167, paragraphe 3, du traité de Lisbonne dispose que l'Union et les États membres développent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales dans le domaine culturel.

Au regard des conflits qui ont opposé les États membres par le passé, l'Union a une légitimité et une responsabilité particulières à l'égard d'un engagement à l'échelon mondial. Un nouvel ordre mondial pourrait profiter de l'expérience européenne à l'égard de la gestion de sensibilités culturelles différentes et de la réconciliation d'intérêts nationaux divergent au nom d'une cause commune.

À cet égard, il y a lieu de se demander si les efforts diplomatiques de l'Union ne seraient pas mieux servis si une plus grande attention était accordée à la culture au regard de l'image de l'Union, de la prévention de conflit, de l'entente mutuelle et de la lutte contre le terrorisme.

Les échanges culturels en dehors de l'Union relèvent essentiellement des États-nations, car la culture continue de relever principalement de l'échelon national<sup>1</sup>. L'action en faveur des langues, les échanges d'étudiants ou encore des manifestations artistiques prestigieuses sont les témoins de relations bilatérales fortes, qui sous-tendent souvent des accords commerciaux lucratifs et des alliances politiques. Les relations étrangères sont probablement le domaine où la culture et les artistes peuvent apporter la contribution la plus significative au regard de l'image de marque politique et des objectifs commerciaux. Dans le contexte de l'Union. le champ des activités culturelles se limite souvent à la communauté des expatriés<sup>2</sup>. D'aucuns n'y voient rien de surprenant, affirmant qu'il n'existe pas d'identité culturelle européenne à promouvoir. Or, la capacité de l'art et de la culture à jouer un

- 1. Voir l'étude KEA intitulée «Les instituts culturels européens à l'étranger», réalisée pour le Parlement européen (commission Cult), 2016
- 2. Voir l'étude KEA intitulée «Film Festivals at EU Delegations», réalisé pour la DG CNECT de la Commission européenne, 2015.

rôle considérable dans les relations extérieures de l'Union est de plus en plus reconnue dans l'optique:

- de promouvoir l'Union en tant que communauté de cultures et de langues diverses partageant des valeurs communes essentiels;
- de construire une image créative de l'Union au-delà de son pouvoir économique et commercial (en recul);
- d'attirer des étudiants et des talents étrangers pour construire des relations à long terme avec les dirigeants de demain;
- de développer des collaborations dans les domaines de l'art et de la création pour surmonter les stéréotypes nationaux;
- d'ouvrir des horizons commerciaux aux imposantes institutions culturelles européennes et à son industrie culturelle, qui sont à la recherche d'autres possibilités de financement et de nouveaux marchés;
- de développer des liens interpersonnels étroits et une compréhension mutuelle entre des nations et des peuples qui partagent une destinée commune. Il est essentiel de renforcer les liens entre les institutions culturelles nationales et de mettre les ressources en commun pour leur permettre de fonctionner efficacement et d'avoir un impact significatif. Il est toutefois probable que cela ne suffise pas à convaincre les États membres que les relations extérieures de l'Union ont besoin de la culture au-delà de l'application des conventions de l'Unesco<sup>3</sup>. Les opérateurs culturels portent des idées et concrétisent des concepts

3. Convention de l'Unesco de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

qui rendent la diplomatie plus efficace. Ils ont raison de plaider pour un investissement dans la culture dans l'optique d'améliorer les relations internationales et, à terme, d'atteindre les objectifs de l'Union (y compris dans les domaines de l'économie et du commerce<sup>4</sup>). Il leur appartient désormais de montrer que le développement de la culture dans les relations extérieures de l'Union requiert non seulement des ressources supplémentaires, dont il est moins probable qu'elles soient débloquées en ces temps de restriction budgétaire, mais également la prise en compte systématique de la dimension culturelle dans l'élaboration de la politique étrangère de l'Union. Les acteurs culturels devraient s'engager en faveur d'un renforcement des capacités au niveau de l'Union en associant les parties prenantes de différents domaines d'action afin de mener une consultation sur la voie à suivre.

Notre discours en matière culturelle doit évoluer pour que la culture soit considérée comme un moteur des échanges économiques et commerciaux, de l'innovation sociale et technologique ainsi que du développement urbain, autant d'éléments essentiels dans les relations étrangères d'aujourd'hui. À l'heure actuelle, la plupart des échanges culturels passent par la technologie et le divertissement

4. L'accord de partenariat économique Cariforum-UE, par exemple, vise à faciliter les échanges de services culturels en améliorant les conditions d'accès au marché des fournisseurs de services de divertissement des pays du Cariforum. Il met en œuvre un nouveau mécanisme, le protocole sur la coopération culturelle, qui établit un cadre de coopération visant à promouvoir les échanges culturels et audiovisuels.

et font intervenir les médias, des entreprises des secteurs de la culture et de la création, des centres d'incubation et de création ainsi que des centres artistiques. En dehors de ses frontières, l'Europe est percue comme un exemple en matière d'action en faveur de l'excellence dans le domaine de la création ainsi que de valorisation de son patrimoine, tout en restant ouverte aux échanges. Le contenu culturel produit dans l'Union est aussi demandé que les outils mis en place pour soutenir les diverses expressions et identités culturelles.

Afin de réussir à intégrer la culture dans les relations extérieures de l'Union, ie propose:

- 1. d'adopter un concept global d'«acteur culturel» englobant notamment les artistes, les professionnels de la création, les institutions culturelles, les fondations, les universités, les entreprises de la culture et de la création;
- 2. d'inclure des accords commerciaux et des accords sur la propriété intellectuelle dans les relations extérieures. Ces accords ont une incidence considérable sur la diversité de l'offre culturelle. Ils influencent l'accès aux «marchés» et le poids de négociation des créateurs avec les utilisateurs. Cet aspect est important, car l'Union est essentiellement un projet économique dont les institutions défendent la compétitivité dans le monde:
- 3. de défendre la culture comme étant à la pointe de la révolution technologique et de veiller à ce que l'Europe, en tant que producteur majeur de contenu culturel, soit présente dans les échanges virtuels mondiaux entre citoyens. Comme l'ont montré les Printemps arabes, les relations extérieures prennent forme sur des plateformes numériques

participatives et interactives utilisant du contenu créatif autant que dans les ambassades;

4. de montrer que l'action à l'appui de la création et du talent est un puissant moyen de promouvoir la liberté d'expression et le dialogue interculturel au-delà des intérêts commerciaux ou étatiques. Il convient de soutenir les projets ambitieux qui contribuent au retentissement de la nature collaborative du projet européen, tandis que la mondialisation nécessite de tenir compte des identités, des expressions culturelles et des productions locales. Il ne suffit pas d'«ouvrir des dialogues». La force des puissances mondiales devrait libérer le potentiel créatif de l'Europe pour faire émerger une nouvelle vision qui interpelle les citoyens du monde entier. Les créateurs de mode, les architectes, les grands chefs, les musiciens, les écrivains, les réalisateurs, les peintres ou encore les poètes apportent tous leur pierre au projet Europe, continent de la création. L'éducation et le patrimoine font des villes européennes les destinations les plus attrayantes pour le tourisme et l'apprentissage. L'Europe n'est pas un instrument mais une philosophie de vie. C'est la principale raison pour laquelle la diplomatie de l'Union a besoin de la culture. Les conclusions du Conseil récemment adoptées sur une approche stratégique de l'Union en matière de relations culturelles internationales marquent une étape décisive. Il est grand temps que la diplomatie européenne valorise les formidables ressources culturelles du continent.

#### Philippe Kern **Directeur-KEA European Affairs** www.keanet.eu

# **EUROPE DE LA RECHERCHE**

Comme l'a dit un jour Benjamin Franklin, «un investissement dans le savoir paie toujours les meilleurs intérêts». Voilà s'il en est une citation qui illustre à la perfection l'état actuel de la recherche et de l'innovation en Europe, tant il est vrai qu'investir dans la connaissance scientifique est profitable à tous.

Le passé le montre indéniablement. Jusqu'à présent, nos investissements passés nous ont rapporté des dividendes considérables. Prenez par exemple le Conseil européen de la recherche (CER). Nous célébrons cette année son dixième anniversaire. Au cours de ses dix années d'existence, le CER est devenu un centre névralgique de la science. Il est reconnu comme le meilleur au monde pour la façon dont il encourage la recherche fondamentale, et l'on ne peut qu'admirer ses résultats impressionnants: parmi les scientifiques financés par le CER figurent six lauréats du prix Nobel, cinq World Prize et quatre médailles Fields. Les projets financés par le CER ont donné lieu à cent mille articles publiés dans des revues scientifiques. Il ne fait aucun doute

Carlos Moedas au sommet européen 'Open Science Cloud' © Union européenne

que les investissements consentis par l'Europe rapportent beaucoup! Pourtant, malgré ces succès, j'estime qu'il faut absolument que nous continuions à augmenter nos investissements. La recherche scientifique est auréolée de prestige depuis des centaines d'années. Or il apparaît clairement que, de plus en plus, la nature du fait scientifique est menacée et que son rôle et son influence changent, tandis que l'on fait descendre la science de son piédestal. La preuve en est que l'année dernière, le dictionnaire d'Oxford a consacré le mot «post-vérité» (post-truth) mot de l'année. Cet état de fait m'ôte le sommeil. L'avenir qui nous attend nous réserve de nombreux défis, comme le Brexit - imminent -, le changement climatique et la montée du populisme à travers l'Europe. La science est l'un des moyens par lesquels nous pouvons rétablir la confiance perdue entre les citoyens et les administrations. Nous ne pouvons donc pas nous reposer sur nos lauriers.

En deux ans et demi de mandat, j'ai pu repérer les failles. Si nous n'avons pas peur d'investir financièrement dans la création de savoir, en revanche, nous sommes timorés à l'idée de faire la publicité de ce savoir. Il faut bien que reconnaître que nous sommes modestes lorsqu'il s'agit de nos réalisations scientifiques. Peut-être avez vous lu récemment comment les États-Unis et la NASA ont découvert sept nouvelles planètes au-delà du système solaire. En réalité, le projet a été mené par un scientifique européen et a bénéficié de financements européens. Le scientifique à la tête du projet,

Michaël Gillon, est belge et rattaché à l'université de Liège. Les recherches qu'il a menées bénéficiaient d'une subvention du CER. Beaucoup ont entendu parler de cette découverte, mais peu de gens sont au courant du rôle que l'Europe a joué pour y parvenir. C'est ce que nous devons changer.

L'un des plus grands succès de l'Union européenne réside dans ses investissements pour créer le plus vaste programme de recherche au monde. Nous accordons une importance déterminante aux investissements en faveur de la quête du savoir. Eh bien il est clair que nous devons poursuivre véritablement ce travail, qui ne se limite pas au système d'aide, y compris financière, qu'il propose. L'avenir est incertain. Nous ne savons pas comment relever tous les défis qui se posent à nous. Mais si nous investissons dans la quête de la connaissance scientifique et que nous divulguons bruyamment nos découvertes, nous serons mieux armés pour affronter toutes les vicissitudes. Ainsi, nous pourrons cimenter la confiance entre l'Union européenne et ses cinq cent millions de citoyens, et nos retours sur investissement n'en seront que décuplés.

#### **Carlos Moedas**

Commissaire européen à la recherche, à l'innovation et à la science @Moedas cab-moedas-contact@ec.europa. eu

# JEUNES CHERCHEURS EUROPÉENS

L'Europe connaît des mutations d'une rapidité sans précédent qui auront un impact sur nos sociétés et sur notre environnement. L'investissement dans la recherche et l'innovation est une condition essentielle pour permettre à l'Union de réaliser ses objectifs: devenir une économie intelligente, durable et inclusive, et contribuer au bien-être futur de la société. L'avenir est entre les mains des générations futures. Ce serait du gaspillage de ne pas tirer parti des potentialités de la nouvelle génération de chercheurs et de ne pas leur permettre de développer pleinement leurs capacités en leur offrant des perspectives de carrière convenables. Leur solide expérience et leurs compétences sont extrêmement précieuses, non seulement pour l'avenir de la science et de l'innovation, mais aussi pour les décideurs politiques européens dans la définition d'une vision dynamique de la politique scientifique européenne solide à long terme. Investir dans les jeunes générations permet de constituer le capital humain indispensable à la cohésion des sociétés modernes et innovantes. C'est aussi l'un des piliers de la réussite économique future sur un marché mondial de plus en plus concurrentiel. Nous saluons les initiatives européennes récentes à cet égard, comme l'adoption de la Déclaration de Bratislava des jeunes chercheurs, ou les conclusions du Conseil de novembre 2016 sur les Mesures visant à soutenir les jeunes chercheurs en début de carrière, qui sont des avancées importantes dans la bonne direction. Toutefois, on peut et on doit faire mieux.

La Coopération Européenne en science et technologie (COST) soutient depuis longtemps les scientifiques, sur la base d'une compréhension des limites et des obstacles que les jeunes chercheurs rencontrent au quotidien dans la réalisation de leurs ambitions professionnelles dans le domaine de la recherche. Ces obstacles sont souvent le résultat de décisions à court terme et des structures rigides qui continuent d'exister dans les universités et les instituts de recherche. Si ces difficultés ne sont pas résolues rapidement, elles empêcheront l'Europe de livrer une concurrence mondiale efficace pour attirer les jeunes chercheurs les plus brillants dans un futur proche. Pour surmonter ces obstacles, l'association COST met à disposition des scientifiques des outils de réseautage sur mesure, sous forme de missions scientifiques de courte durée ou de formations. Ces dispositifs permettent aux chercheurs en début de carrière de gagner en confiance et d'acquérir une expérience enrichissante, et contribuent à les convaincre de rester en Europe pour la suite de leur carrière. Les programmes de mobilité de courte durée leur offrent des conditions de travail honnêtes et leur permettent de travailler différemment, tout en restant basés dans leur institution d'origine. Ces programmes sont accessibles sans distinction de genre et tiennent compte des besoins des jeunes parents. Avoir accès à des réseaux établis, être connus de différentes institutions et ajouter de nouvelles techniques à leur socle initial de compétences sont autant de facteurs qui permettent aux jeunes chercheurs de construire leur carrière plus facilement et avec une plus grande prévisibilité. En 2016, plus de 5 800 chercheurs en début de carrière ont participé aux programmes COST, ce qui signifie que plus de 30% de la totalité des participants était de jeunes chercheurs.

Dans le nouveau programme-cadre pour la recherche et l'innovation en Europe (PC9) qui débutera en 2021, l'association COST continuera de soutenir les jeunes chercheurs grâce à un éventail d'activités encore plus spécialisées. Les réseaux de recherche tireront parti de l'environnement virtuel et des opportunités du numérique, en tenant compte des nouveaux défis du passage de la recherche au numérique. De plus, les ieunes chercheurs auront accès à une formation visant à acquérir des compétences transférables qui leur seront utiles pour élargir et améliorer leurs perspectives de carrière à long terme.

L'Europe doit s'engager à mettre au point des stratégies qui exploitent pleinement le potentiel de ses jeunes chercheurs, en leur offrant un espace dans lequel s'épanouir. C'est un investissement rentable tant à court terme qu'à long terme, car il contribue à la résilience et à la prospérité des sociétés qui, bâties sur la recherche et l'innovation, sont capables de s'adapter aux changements importants déjà en cours ou à venir qui transformeront l'Europe et le monde.

Angeles Rodriguez Pena Ancien président de COST (juin 2007-juin 2017) arodiguez@iib.uam.es

# CRÉATIVITÉ À L'ÈRE DE LA MONDIALISATION

Pendant longtemps, notamment au cours du siècle dernier, l'Europe, aux côtés des États-Unis et de l'un ou l'autre pays (Japon et Corée du Sud par exemple), a occupé une position de premier plan dans la connaissance, la recherche et l'innovation (créativité).

C'est en bonne partie sur la base de cette capacité qu'elle conserve la première position dans l'économie mondiale, étant donné que les 27 pays qui resteront dans l'UE représentaient en 2015 22% du PIB mondial, et le Royaume-Uni 4%, et que d'autres pays européens, dont la Suisse, ont également une contribution très importante. Nous assistons toutefois au siècle actuel à l'émergence d'autres pays, en particulier la Chine et l'Inde. Il est intéressant de rappeler par ailleurs que ces deux pays ont occupé au cours des siècles passés des positions où ils devançaient l'Europe. À la suite des grandes découvertes, commencées avec les navigateurs portugais, les échanges se caractérisaient par des importations de produits industriels

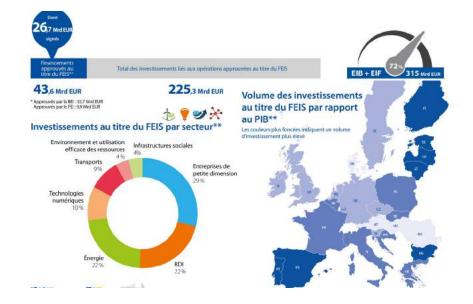
plus élaborés en provenance de ces pays, comme les produits textiles et céramiques (alors que les produits exportés d'Europe vers l'Asie étaient moins sophistiqués). En 1820, il y a moins de 200 ans, la Chine et l'Inde représentaient encore 42,1 % du PIB mondial. Leur poids a ensuite chuté de manière spectaculaire, constituant par exemple 6% du PIB mondial en 2004, soit 4% pour la Chine et 2% pour l'Inde.

Mais les dernières décennies ont vu une croissance marquée de nouvelles puissances, notamment la Chine et l'Inde, respectivement de 6.5 % et 7,6 % au cours des douze derniers mois. Il s'agit d'une croissance fondée sur plusieurs facteurs, comme une main d'oeuvre moins chère, mais, progressivement, nous nous trouvons en concurrence avec des pays qui sont en train d'investir énormément dans la recherche scientifique et technologique. Si l'on examine les chiffres actuels consacrés de la R&D, on constate que les États-Unis, avec 457 milliards de dollars, sont déjà suivis

viennent ensuite le Japon, avec 164,9 milliards, l'Allemagne, avec 109,9, milliards, la France, avec 63,8 milliards, la Corée du Sud, avec 60,5 milliards, le Royaume-Uni, avec 50,8 milliards, et le Brésil, avec 39.7 milliards (l'Inde arrivant bien plus loin, avec 18,3 milliards). En termes de compétitivité, la zone euro, même compte tenu de l'évolution récente, conserve le plus grand excédent du monde dans sa balance des paiements courants, soit 403,9 milliards de dollars, beaucoup plus du double de l'excédent de la Chine, 170,1 milliards (en contraste marqué avec le déficit des États-Unis,

par la Chine, avec 211,9 milliards;

Mais on ne peut ignorer que cette situation ne se maintiendra que si l'Europe continue à investir fortement dans la connaissance, la recherche et l'innovation, la créativité en fait, en fonction d'orientations dont l'expérience récente montre bien qu'elles peuvent continuer d'être suivies. Idéalement, outre l'investissement public, une part très importante de l'investissement en R&D devrait provenir des entreprises, notamment les grandes entreprises. La contribution des 100 entreprises les plus actives à cet égard se répartit comme suit: 27 % pour les entreprises de l'Union européenne, 38.6 % pour les entreprises américaines, 14,4 % pour les entreprises du Japon et 7,2 % pour les entreprises de Chine.



#### **Manuel Porto**

de 481,2 milliards).

Portugal ELDR (1989-1996) PPE-DE (1996-1999) mporto@fd.uc.pt

# **ACTIVITÉS DE L'AAD**



#### Activités de l'AAD

# PROGRAMME PE AU CAMPUS

# UNIVERSITÉ DE ZAGREB

Ils font partie du dernier pays, chronologiquement parlant, à avoir rejoint la grande famille européenne. Cependant, l'intérêt, l'enthousiasme et l'état de préparation que j'ai pu constater durant ces journées de rencontre chez les étudiants et les professeurs de la plus ancienne et prestigieuse université de Croatie, montrent que l'intégration est déjà devenue une réalité. L'université de Zagreb, de réputation mondiale, compte 28 facultés et une série impressionnante de cours. Depuis toujours, elle s'emploie à promouvoir des synergies et des activités avec d'autres universités et institutions au niveau international. C'est dans ce cadre très positif et dynamique qu'a eu lieu ma visite au titre du programme «PE au campus», laquelle par ailleurs se déroulait à quelques jours de la commémoration, à Rome, des 60 ans des traités fondateurs de l'Union. Un moment important pour les dirigeants des 27 États membres, et l'occasion de faire le point et de lancer ensemble de nouveaux défis. La rencontre avec les étudiants, dans

une salle comble, a été vraiment formidable: je me suis associé aux professeurs Zvonimir Šafranko et Kosjenka Dumančić pour évoquer le rôle de l'Union européenne en tant qu'entité autonome sur l'échiquier international, au cours d'un débat clairement marqué par les remous de la vie politique dans l'Union qui viennent modifier et redéfinir quelques aspects en la matière. Avec les étudiants de la faculté de jurisprudence, nous avons examiné le cadre normatif de l'action de l'Union européenne comme entité autonome et l'équilibre délicat entre les instances de politique extérieure de 27 États membres et les instances communes.

En revanche, lors d'une autre réunion organisée par l'«Europe point» de la faculté, nous avons abordé des thèmes plus étroitement liés aux événements de ces derniers mois, notamment les défis à relever en lien avec l'évolution du contexte international: Trump, le Brexit, les populismes et l'immigration, notamment, ont été abordés lors d'un débat au cours duquel



Alessandro Battilocchio avec des étudiants

les étudiants pouvaient interagir et participer.

Il a également été très intéressant de pouvoir nous entretenir avec les membres de la rédaction du journal de la faculté: nous avons discuté de la fonction du Parlement européen au regard de l'évolution réglementaire récente et également, de façon plus générale, du rôle et des activités quotidiennes des parlementaires européens dans le cadre de leur mandat à Bruxelles et à Strasbourg.

Cette visite a été, pour moi, une très belle expérience dans une Zagreb particulièrement attrayante en cette saison: mon souhait, vu l'état d'esprit que j'ai pu percevoir chez les étudiants à Zagreb, est que sur ces bases de partage et de participation, un nouveau printemps sera possible pour l'Union européenne. Il y a 60 ans, les pères fondateurs avaient un rêve ambitieux et clairvoyant, devenu aujourd'hui une réalité concrète qu'il s'agit de renforcer et d'améliorer, mais qui a assuré la paix pendant des décennies, ainsi que la prospérité et le développement.



Alessandro Battilocchio et les professeurs de l'Université de Zagreb

#### **Alessandro Battilocchio**

PSE, Italie (2004-2009) sindacobattilocchio@libero.it

# PROGRAMME DE LA VISITE À AVEIRO

Aveiro est une ville ancienne du Portugal, située au sud de Porto. Fondée en 1973, l'université d'Aveiro accueille aujourd'hui plus de 13 000 étudiants et compte de centaines de professeurs. Mon hôte, le professeur Luis Mota, organise un séminaire d'études internationales en anglais. Le premier jour de ma visite, j'ai été convié à participer à une session de son séminaire tenue l'après-midi. Les étudiants avant soulevé des dizaines de questions, la séance, dont la durée prévue était d'une heure, s'est finalement étendue sur deux heures et demie. Tous parlaient bien l'anglais, et parmi eux se trouvait un étudiant Erasmus originaire de Lituanie.

Ils connaissaient relativement bien la structure et les problèmes de l'Union européenne. Nous avons discuté, entre autres, du rôle du Parlement, du Conseil et de la Commission, du Brexit, de l'importance du programme Erasmus et du concept de l'«Europe à plusieurs vitesses». Les étudiants ont posé plusieurs questions «gênantes» sur la situation politique de mon pays d'origine, la Hongrie, auxquelles je me suis efforcé de répondre. J'ai évoqué les

nombreuses possibilités de stages rémunérés offertes par le Parlement, par la Commission (où j'ai également travaillé) et par les bureaux européens des partis politiques.

Le lendemain, j'ai visité le centre d'information «Europe Direct», où j'ai rencontré plusieurs étudiants de passage, car le centre entretient des contacts soutenus avec l'université. Bien que de taille relativement réduite, le centre Europe Direct est bien équipé et offre de nombreuses possibilités à quiconque s'intéresse aux affaires de l'Union. Et visiblement, de nombreuses personnes à Aveiro nourrissent un intérêt tout particulier à cet égard.

L'après-midi, j'ai pris part à l'événement qui constituait le principal objet de ma visite. Le département des sciences politiques et sociales avait organisé une conférence portant sur «Le document de réflexion sur la dimension sociale de l'Europe» et, plus généralement, sur la politique sociale de l'Union européenne. Le «document de réflexion» de la Commission ayant été publié le 26 avril, il s'agissait de l'une des premières occasions d'en débattre en public. J'ai pris la parole aux côtés de Mme Sofia Colares Alves, chef de la représentation de l'Union européenne au Portugal, et Mme Mafalda Guerreiro, membre du comité central du parti communiste portugais. Il m'a semblé que nous formions un trio bien assorti. Mme Alves a présenté la position officielle de la Commission, agrémentée de détails utiles. La représentante communiste, Mme Guerreiro, fidèle aux tendances eurosceptiques de son parti (contrairement à la gauche hongroise, qui est largement favorable à l'Europe), a vivement critiqué les politiques de l'Union «orientées vers les grandes entreprises».

Je me suis efforcé de souligner que l'une des trois options présentées par la Commission est plutôt progressiste, tandis que les deux autres options, soit en limitant la dimension sociale de la libre circulation, soit en laissant la liberté aux États membres de choisir «à la carte» certains éléments de leur politique sociale, représentent des idées relativement dangereuses. L'absence d'une politique sociale commune forte nuit gravement au soutien public de notre projet européen commun et renforce les mouvements extrémistes et populistes. L'assistance s'est montrée très réactive, et malgré nos divergences, mes co-intervenantes et moi-même nous sommes mis d'accord sur la nécessité d'améliorer les engagements sociaux de l'Union. Je tiens à souligner le rôle important qu'a joué Gil Martins dos Reis dans l'organisation de ma visite et de celle des prochaines visites d'autres collègues à Aveiro. En tant qu'étudiant de l'université de cette ville et que stagiaire à l'association des anciens députés au Parlement européen, c'est lui qui a pris contact avec son alma mater et notre association. L'université d'Aveiro propose un cursus d'études européennes de grande importance et de qualité, et il nous incombe à ce titre de partager nos expériences afin d'aider ses étudiants.



## **Gyula Hegyi**

PSE, Hongrie (2004-2009) gyulahegyi4@gmail.com

## PE AU CAMPUS EN BULGARIE

En tant qu'ancien responsable politique écologiste et en ma qualité de fonctionnaire travaillant dans le domaine du développement durable, j'ai tout de suite été intéressé par l'invitation d'American University en Bulgarie et par le sujet de cette année: l'économie circulaire. J'avais également envie d'en savoir plus sur cette université américaine en Europe. Et le fait est, que je ne m'étais encore jamais rendu en Bulgarie.

J'ai reçu la confirmation de l'université deux semaines seulement avant l'événement, et par hasard, j'avais pour la première fois de ma vie passé quelques jours aux États-Unis la semaine précédente.

Je suis donc arrivé en Bulgarie encore imprégné de l'ambiance américaine. J'ai d'abord dû trouver la ville de Blagòevgrad, endroit dont je n'avais jamais entendu parler.

Mon contact était le professeur Jean Crombois, citoyen belge comme moi. Attendu par un chauffeur au milieu de la nuit à l'aéroport de Sofia, je suis arrivé à mon hôtel à trois heures du matin. Le lendemain après-midi nous avons rencontré le recteur et le doyen de l'Université.

Lors de la cérémonie d'ouverture, dans la soirée, j'ai prononcé la principale intervention sur le thème de l'économie circulaire. Le principe de Model European Union est de reproduire avec les étudiants le fonctionnement du PE, de la Commission et du Conseil. Les débats portaient cette année sur le train de mesures relatif à l'économie circulaire (directives modifiées lancées par la Commission en 2016, sur des thèmes tels que les déchets, la réutilisation et l'enfouissement). Le jour suivant, les étudiants, répartis en commissions fictives ont examiné le paquet «Économie Circulaire». J'ai personnellement présidé la commission ENVI.

Les étudiants se sont mis pendant quelques heures dans la peau des députés de tous les groupes politiques, des lobbyistes et des journalistes. Tout s'est terminé par un trilogue entre le Parlement, la Commission et le Conseil, et s'est conclu sur un vote final.

Le Brexit a fait l'objet de discussions

très animées lors des débats.
Les étudiants ont pris leur rôle très à cœur et se sont impliqués aussi bien émotionnellement



Jan Dhaene lors de son intervention

qu'intellectuellement.

Pour des informations plus détaillées, rendez-vous sur la page Facebook de «Model European Union Blagoevgrad» et sur la mienne. C'est la troisième fois que cette modélisation, qui est un exemple pour toutes les universités d'Europe, est organisée par l'American University en Bulgarie, avec le soutien du Fonds Jean Monnet. Dimanche, j'ai visité le monastère

de Rila, patrimoine de l'UNESCO. Le temps était magnifique et la nourriture excellente.

Je vous recommande chaudement de faire un petit tour en Bulgarie, l'une des destinations les plus discrètes d'Europe.

#### Jan Dhaene

Verts/ALE, Belgique (2002-2004) iandhaene@telenet.be





# TABLE RONDE A L'UNIVERSITÉ LUISS

#### Avec Barón Crespo -Gualtieri MdPE - Messori

Dans le cadre du programme PE au Campus, Le « Guido Carli LUISS School of Government » de Rome a organisé, en coopération avec Sciences Po, une table ronde de clôture sur " les Parlements, la responsabilité démocratique et les pouvoirs budgétaires" dans le cadre du rapport des présidents sur "Compléter l'Union économique et monétaire européenne en 2025". Les orateurs étaient Roberto Gualtieri. actuel président de la Commission économique et monétaire du PE, Marcelo Messori, directeur du département Politique économique européenne de LUISS et le président de l'association des anciens députés au Parlement Européen M. Enrique Barón Crespo.

L'eurodéputé Roberto Gualtieri a fait une analyse approfondie des travaux en cours au sein de la Commission du PE, la mise en œuvre et du suivi des principaux objectifs du rapport. Marcelo Messori a concentré ses remarques sur la dimension gouvernance et la reprise économique européenne. Enrique Barón Crespo a concentré son discours sur les principaux défis afin d'arriver à une véritable Union économique et monétaire en tant



que processus de construction de la maison européenne avec une participation démocratique et une responsabilité accrue aux niveaux national et européen. Les principaux challenges sont l'intégration de l'Eurogroupe dans le cadre institutionnel de l'UE avec une responsabilité parlementaire: la transformation du MES (mécanisme européen de stabilité) actuel en un Fonds monétaire européen par la création d'une trésorerie européenne et la mise en œuvre d'un système de partage des risques par des euroobligations qui renforceraient l'euro de manière décisive.

Il s'agit d'un processus impliquant à la fois le Parlement européen et les parlements nationaux. Barón a rappelé comment la création de l'Union monétaire a eu une impulsion définitive lors de la 1ère Conférence des Parlements de la CE qui a eu lieu à la Camera dei Deputati à Rome en novembre 1990. Le résultat a ouvert la voie à la préparation de l'UEM au Traité de Maastricht avec le président Guido Carli en tant que représentant du gouvernement italien. Le moment est venu de renouveler cette tâche en donnant un rôle clé au Parlement européen et les parlements nationaux. L'autre étape majeure de la responsabilité démocratique, non élaborée dans le rapport, serait la mise en œuvre du principe de «sans imposition sans représentation politique» au niveau européen de manière claire et transparente pour les citoyens de l'UE. Enrique Barón Crespo croit qu'il y a des guestions directement liées au marché unique de l'UE et à l'environnement qui aiderait facilement les citoyens à établir un lien direct avec l'UE. Cela se produit déjà avec l'euro, la monnaie unique, et cela renforcerait de manière décisive la légitimité démocratique de l'ensemble du système.

# Panel d'orateurs à l'Université LUISS

# Association des anciens députés

www.formermembers.eu formermembers@europarl. europa.eu

# **COOPERATION AVEC L'IUE**

## LA RENCONTRE DE FLORENCE

L'expérience qu'il m'a été donné de vivre à Florence, grâce à nos organisations respectives, a été un moment unique, tant du point de vue de l'organisation que des thèmes abordés, et également grâce à la capacité remarquable des participants à formuler des propositions et à aborder, avec enthousiasme, les différents suiets de discussions. Si des rencontres du même ordre et de même qualité avaient été organisées dans chaque pays d'Europe dès le début de notre union, ceux qui aujourd'hui se déclarent eurosceptiques seraient probablement, eux aussi, des européistes convaincus. Les thèmes de liberté de pensée, d'expression, d'établissement, la nondiscrimination, au niveau de la race comme du genre, et d'autres thèmes fondateurs de l'union nouvelle, ainsi que les États, même s'ils présentent formes institutionnelles différentes, des langues bien souvent différentes, avec des traditions, des habitudes, des religions différentes, ont non seulement été accueillis et examinés par les participants avec une vision moderne, et je dirais «actuelle», par rapport au moment historique d'aujourd'hui, mais ils ont également fait l'objet de propositions notamment originales et innovantes. Je regrette que l'ampleur du suiet et le peu de temps dont nous disposions, ne m'aient pas donné l'occasion d'aborder une question qui fut largement débattue avant le traité de Lisbonne, celle du rappel, dans le préambule du traité, des racines judéo-chrétiennes et de celles de la démocratie péricléenne de la civilisation européenne. Je pense, en effet, que le débat aurait



Riccardo Ventre avec les étudiants

porté (et j'espère, si à l'avenir, le sujet devait revenir dans la discussion) non seulement sur le simple rappel historique, mais également sur une analyse de l'évolution de ces phases génétiques des changements profonds qui les ont marquées, des bienfaits qu'elles ont apportés à l'humanité dans son ensemble, et à l'Europe en particulier.

Il a été intéressant d'examiner les thèmes abordés au regard de la première partie de notre Constitution. Les jeunes ont réussi à capter les affinités profondes existantes, s'agissant des principes, entre les principes fondateurs de notre Constitution et ceux des constitutions européennes les plus modernes et du traité de Lisbonne. C'est sur de tels sujets qu'il conviendrait sans doute d'attirer l'attention de tous les Européens, jeunes et moins jeunes, de manière à ce que les thèmes de l'économie, de la dimension d'une pizza napolitaine ou le sucre ajouté dans le vin, même s'ils sont importants, deviennent secondaires par rapport aux sujets qui doivent constituer les piliers de l'édification, ou plutôt de la réédification d'une société. Mon souhait est que l'Université

européenne de Florence, avec le soutien des anciens députés, agissent auprès des institutions à vocation éducative, publiques et privées, de toute l'Europe pour encourager, sans occasionner de dépenses particulières, des réflexions sur les thèmes susmentionnés dans les écoles, les associations culturelles les plus importantes, avec l'aide gratuite de parlementaires européens en fonction et de professeurs d'université issus de pays si possible différents de celui dans lequel a lieu l'expérience, avec un congrès organisé à la fin de chaque année, réunissant les participants des différentes disciplines en vue de discuter des sujets abordés et de choisir, parmi ces jeunes ainsi formés, des formateurs à ajouter à ces catégories.

#### Riccardo Ventre

PPE-DE, Italie (2004 - 2009) riccardoventre@gmail.com



# RÉSEAU DES ANCIENS DÉPUTÉS

# ANNIVERSAIRE DE L'ASSOCIATION ALLEMANDE

L'association des anciens membres du Bundestag a célébré son 40e anniversaire. Les Allemands sont connus pour leur attachement aux fêtes d'anniversaires, en particulier lorsqu'il s'agit de chiffres ronds, c'est-à-dire ceux qui se terminent par un zéro. Le programme, dont les différents éléments faisaient alterner harmonieusement concerts et discours, a été à la hauteur de l'évènement. La réception du 19 juin, à l'occasion de laquelle un concert de Friedrich Gulda et un dîner buffet étaient organisés, a précédé l'évènement principal du lendemain (le 20 juin), qui a compté avec la présence et la participation active du président du Bundestag, M. Lammert, et de l'ancien président de la République, M. Gauck. Les airs d'opéra et les chants choraux qui se sont succédés ont contribué à créer une ambiance chaleureuse. Il s'agissait de célébrer et de défendre la démocratie parlementaire du Reichstag, qui a vu se dérouler les batailles les plus âpres afin d'instaurer un système politique que les Européens ont fini par partager et au'ils considèrent comme le meilleur système démocratique. La



présidente de l'association, Mme

Niehuis, a souligné la présence de

De gaucne a droite: Prof. Dr. Uwe Holtz, Irmingard Schewe-Gerigk, Enrique Barón Crespo, Ingrid Matthäus-Maier, Lino DeBono ©VeMdB/Katja-Julia Fischer



Helmut Kohl, François Mitterrand et Enrique Barón Crespo au PE à Strasbourg. 1989 ©Union européenne

notre association, représentée par son président, et nous en a remerciés à plusieurs reprises.

La manifestation a également été l'occasion d'évoquer le souvenir très présent du président Kohl, le chancelier à être resté le plus longtemps au pouvoir et qui fut également un parlementaire illustre, et qui avait déclaré au Parlement européen, près de deux semaines après la chute du mur de Berlin: «La division de l'Allemagne a toujours été l'expression visible et douloureuse de la division de l'Europe. Inversement, l'unité de l'Allemagne ne pourra s'accomplir qu'au prix d'une plus grande unité de notre vieux continent. La politique allemande et la politique européenne sont indissociables. Il s'agit des deux côtés d'une même médaille.» Européen convaincu, le président Kohl s'est battu pour «une Allemagne libre et unie dans une Europe libre et unie» et, comme l'a indiqué le président Barón Crespo, M. Kohl a contribué à forger l'avenir de l'Union européenne, lorsqu'il décida par exemple d'abandonner le mark pour l'euro, allant à l'encontre de l'opinion publique allemande.

Le président Barón Crespo a signé le registre de condoléances au nom de l'association et a envoyé à la présidente Niehuis le texte de sa conférence «Berlin, du mur à la porte» en allemand, en signe de reconnaissance. Ce texte est un récit dans lequel il explique la façon dont il a vécu la période de la chute du mur en tant que président du Parlement européen et, en particulier, le débat de novembre 1989 auquel le président du Conseil européen, François Mitterrand, et le chancelier Kohl ont assisté sur son invitation. Comme l'a noté le président Barón Crespo dans son discours, la chute du mur de Berlin a constitué un moment décisif à l'occasion duquel la force des citoyens a fait tomber de manière pacifique le mur qui divisait l'Europe et le monde.

La chute du mur a tracé «la voie d'un avenir dans lequel l'Union européenne est ouverte sur le monde».

# Association des anciens députés

www.formermembers.eu formermembers@europarl. europa.eu

# RÉUNION DE LA FP-AP À DUBLIN

Tel le phénix...

... la République d'Irlande doit se sentir renaître aujourd'hui des cendres d'une histoire tumultueuse et dramatique. Au cœur de Phoenix Park, le poumon vert de Dublin, se situe la résidence du président irlandais Michael D. Higgins. Andrea Manzella et moi-même y avons représenté notre association à l'occasion d'une réception pour les anciens parlementaires des pays membres du Conseil de l'Europe qui s'est tenue au mois de juin; nous avons participé à la réunion du Bureau de l'Association européenne des anciens parlementaires des pays membres du Conseil de l'Europe (FP-AP), organisée par la délégation irlandaise dirigée par Olga Bennett et Vincent Brady.

L' histoire de l'Irlande est marquée par une pauvreté due aux mauvaises récoltes, aux famines et aux représailles d'ordre politique. Par exemple, la politique des grands propriétaires terriens anglais conjuguée à l'apparition du mildiou a mené à la «grande famine», qui a duré de 1845 à 1849, ainsi qu'à l'exode, à une diminution de près de 50% de la population et à un ressentiment persistant.

Depuis 1980 environ, on assiste à une poussée démographique et la société irlandaise, longtemps victime de la pauvreté, a pu se doter d'une industrie et de services de pointe, (en partie) grâce à d'importantes subventions de l'Union européenne. Tel un phénix qui renaît de ses cendres. Le pays est aujourd'hui attractif pour de nombreuses entreprises internationales. Des étudiants du monde entier affluent

pour étudier dans les écoles de langue et les universités. En 2016, l'Irlande était le troisième État le plus riche d'Europe, et le huitième du monde.

La nature luxuriante, jusqu'aux côtes sauvages, offre un terrain de jeu idéal: on peut y pratiquer le polo, le football gaélique et le hurling, se rendre au zoo ou participer à divers événements organisés en plein air. Des écrivains célèbres, tels que Jonathan Swift, Oscar Wilde ou encore les prix Nobel de littérature George Bernard Shaw et Samuel Beckett - ou, Frank McCourt et ses Cendres d'Angela, ont contribué à la renommée de l'Irlande, déjà portée par les limericks, la musique folklorique irlandaise et la harpe celtique, le plus ancien instrument irlandais. Cette dernière symbolise l'Irlande sur les pièces en euro et sur les armes de la République et nous accompagne tout au long du chemin, à l'instar de la Guinness. bière connue dans le monde entier. Aujourd'hui, les Irlandais préservent le patrimoine de leurs ancêtres celtes par la langue: le gaélique, le dialecte irlandais des Celtes. Quasi disparue à la fin des années 90, la langue irlandaise (à côté de l'anglais) est devenue un must pour le personnel infirmier, les médecins et les services publics.

Le célèbre Livre de Kells, rédigé au VIIIè siècle à l'abbaye de Kells, est orné d'entrelacs et d'ornements en spirale traditionnels, typiquement celtiques, ainsi que de motifs humains et animaux. Depuis le XVIIè siècle, cette œuvre est conservée au fameux Trinity College de Dublin. L'État libre d'Irlande a vu le jour en 1922, à l'issue d'une querre civile

(1919-1921). Les plaies engendrées par les conflits ethno-religieux et par l'Armée républicaine irlandaise (IRA) ne sont toujours pas refermées. Cela étant, l'accord du Vendredi saint conclu en 1998, qui a officialisé le renoncement de la République d'Irlande à ses exigences de réunification avec l'Irlande du Nord, a marqué le début d'une nette période de détente.

Pourtant, les négociations difficiles du Brexit ont été lancées. «Nous n'avons pas conçu l'Union européenne pour bâtir des murs, mais pour en abattre», a déclaré la chancelière allemande Angela Merkel, lors de l'inauguration d'un mémorial du Mur de Berlin devant le nouveau bâtiment de l'OTAN, à Bruxelles au mois de mai.

La FP-AP, sous la direction de son président, le Maltais Lino DeBono, prépare une déclaration sur «L'avenir de l'Europe» pour 2018. L'ancien secrétaire général du Conseil de l'Europe, l'Autrichien Walter Schwimmer, en est le rapporteur. Les rencontres politiques et discours tenus par le président irlandais en exercice Michael D. Higgins (Labour Party) ainsi que par le ministre des affaires étrangères et du commerce Charles Flanagan (Fine Gael) ont marqué les esprits.

Pour une association avec des objectifs de dialogue permanent et d'intégration fructueuse. Pour une Europe faite de valeurs communes, une Europe du respect, de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme.

## **Brigitte Langenhagen**

PPE-DE, Allemagne (1990-2004) brigitte-langenhagen-cux@t-online.de

# **RÉUNION DE LA FP-AP À DUBLIN**

Extrait du discours du président de l'Irlande, Michael D. Higgins, rendu lors d'une réception de l'Association européenne des anciens députés du vendredi 9 juin 2017

[...] Nous savons que, à moins qu'une action politique décisive ne soit prise, à moins que nous ne créions les conditions d'un réveil moral et intellectuel approfondi, l'Union européenne pourrait bien périr, et avec elle une certaine idée de l'Europe – celle qui est enracinée dans un esprit de paix, de coopération et de solidarité au-delà des frontières nationales. Malgré, toute la gravité des multiples crises auxquelles notre Union est actuellement confrontée, je suis entièrement convaincu que, sous condition de retrouver l'affection et la confiance de ses peuples, une Europe forte et unie continue d'être la meilleure réponse que nous devons offrir aux grands défis de ce siècle, de la spéculation financière sans entraves au changement climatique ou même des menaces de sécurité, dont l'horrible attaque contre Londres Bridge la semaine dernière n' a été que la dernière manifestation. Oui, en effet, l'unité européenne est la meilleure chance que nous avons de façonner l'agenda mondial sur toutes ces nouvelles réalités qui touchent et perturbent la vie quotidienne de nos citoyens. C'est la démonstration que nous en tant que "Européens" avons à faire, dans la pratique et dans le discours public. C'est la grande tâche collective que nous devons aborder, sans délai, sans s'enliser dans les affaires politiques et économiques. Lutter contre l'incendie, mais avec une vision à long terme, et en ayant à cœur tout le temps, les espoirs, les peurs, les vulnérabilités et l'immense potentiel des millions de femmes, d'hommes et d'enfants que notre Union des nations européennes est là pour servir. [...]







©FP-AP





# **ACTIVITÉS**



#### 6-7 novembre 2017

#### 29 novembre 2017

#### **30 novembre 2017**

## **30 novembre 2017**

#### **VISITE EN ESTONIE**

Les inscriptions sont ouvertes.

#### COCKTAIL ET DINER ANNUEL DE L'AAD

À partir de 18h30, Restaurant des députés, Parlement Européen, Bruxelles.

# SEMINAIRE ANNUEL DE L'AAD

Titre: 'Stratégie globale de l'UE dans le domaine de la sécurité et de la défense'. De 10h00 à 13h00 Parlement européen, Bruxelles.

#### DÉJEUNER GET-TOGETHER

À 13h00, JAN Braserie, Parlement européen, Bruxelles.

## ANNUAIRE 2018 DE L'AAD

Dans les prochaines semaines, nous assemblerons l'Annuaire 2018 de l'AAD, que nous enverrons en décembre à tous les membres de l'AAD. Nous vous saurions gré de bien vouloir nous informer, avant le 15 octobre 2017, si vos coordonnées ont changé ou si vous voulez éventuellement compléter ou mettre à jour votre profil. Pour accéder à votre profil actuel, veuillez visiter le site de l'AAD <u>www.formermembers.eu</u>, section Accès membres / Répertoire des membres. Vous aurez besoin de votre login et mot de passe.

N'hésitez pas à nous contacter pour toute question supplémentaire: formermembers@europarl.europa.eu.

## **NOUVELLE STAGIAIRE**

L'AAD a une nouvelle stagiaire qui travaillera avec notre équipe du 1 septembre 2017 au 31 janvier 2018. Mlle Marta Falgàs Paredes est de nationalité Espagnole et a une licence en Tourisme à l' Escola Universitària de Turisme CETA à Barcelone. Les membres peuvent s'adresser à elle en espagnol, catalan et anglais.

# ARCHIVES DE DÉPUTÉS ET ANCIENS DÉPUTÉS

À la suite de la décision du Bureau du 10 mars 2004 relative au traitement des archives des membres et anciens membres, l'Unité des Archives historiques du Parlement européen reçoit les archives des membres et anciens membres.

Les documents seront traités, analysés, indexés, numérisés ou convertis en fichiers PDF-A et mis à disposition du public à moins qu'ils ne soient confidentiels, en accord avec la règlementation applicable. Le formulaire de dépôt de documents est fourni sur demande auprès des Archives historiques ou du secrétariat de l'Association. Si vous êtes intéressé, veuillez contacter l'Unité des Archives historiques du PE:

Unité des Archives historiques

Sandrine Bonnet Tél: +352 4300 23273

email: EPRS-Archives-MEP@ep.europa.eu

## **NOUVEAUX MEMBRES**



Godfrey BLOOM (Royaume-Uni, 2004-2014, IND / DEM)

Godfrey Bloom a été membre du Parlement européen de 2004 à 2014. Tout au long de son mandat, il a été membre de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs, de la commission d'enquête sur la crise de la compagnie d'assurances "Equitable Life", de la commission des affaires économiques et monétaires et de la commission des droits de la femme et de l'égalité des genres.



James ELLES, (Royaume-Uni, 1984-2014, PPE & ECR)

James Elles a été membre du Parlement européen de 1984 à 2014. Tout au long de son mandat, il a été membre de la commission des budgets, de la commission des relations économiques extérieures, de la commission du contrôle budgétaire et de la délégation pour les relations avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, la délégation pour les relations avec les Etats-Unis et délégation à la commission parlementaire mixte UE-Chypre.



Vicky FORD, (Royaume-Uni, 2009-2017, ECR)

Vicky Ford a été membre du Parlement européen de 2009 à 2017. Tout au long de son mandat, elle a été Présidente de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs.

Elle a été membre de la commission des affaires économiques et monétaires, de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie, conférence des présidents des commissions, de la Délégation à l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE et de la Délégation pour les relations avec la République populaire de Chine.



Timothy KIRKHOPE, (Royaume-Uni, 1999-2016, PPE & ECR)

Timothy Kirkhope a été membre du Parlement européen de 1999 à 2016. Tout au long de son mandat, il a été Président de la Délégation pour les relations avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, Vice-président de la délegation à la commission parlementaire mixte Espace économique européen (EEE), de la commission des affaires constitutionnelles, et de la commission spéciale sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment de capitaux. Il a été aussi membre de la commission des libertés et des droits des citoyens, de la justice et des affaires intérieures, de la commission des droits de la femme et de l'égalité des chances, de la commission des transports et du tourisme et de la commission des pétitions.



Amalia SARTORI, (Italie, 1999-2014,PPE)

Amalia Sartori a été membre du Parlement européen de 1999 à 2014. Tout au long de son mandat, elle a été Présidente de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie. Elle a été vice-présidente de la délégation à la commission parlementaire mixte UE-Bulgarie, de la délégation pour les relations avec l'assemblée parlementaire de l'OTAN et de la délégation à l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine. Elle a été membre de la commission économique et monétaire, de la commission des droits de la femme et de l'égalité des chances, de la commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense, de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures, et la délégation pour les relations avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande.



**John STEVENS,** (Royaume-Uni, 1989 - 1999, PPE)

John Stevens a été membre du Parlement européen de 1989 à 1999. Tout au long de son mandat, il a été vice-président de la sous-commission monétaire .

Il a été membre de la commission économique, monétaire et de la politique industrielle, de la commission juridique et des droits des citoyens, de la commission des affaires étrangères, de la sécurité et de la politique de défense, et de la délégation pour les relations avec la Tchécoslovaquie, de la délégation pour les relations avec les Républiques de l'ex-Yougoslavie et la délégation pour les relations avec les pays de l'Asie du Sud et l'Association pour la Coopération régionale de l'Asie du Sud (SAARC).



Maurizio TURCO, (Italie, 1999-2004, NI)

Maurizio Turco a été membre du Parlement européen de 1999 à 2004. Tout au long de son mandat, il a été membre de la commission de la politique régionale, des transports et du tourisme, de la commission temporaire sur le système d'interception Echelon, de la commission des libertés et des droits des citoyens, de la justice et des affaires intérieures et de la délégation pour les relations avec les pays de l'Europe du Sud-Est, et de la délégation pour les relations avec l'Afrique du Sud.



Joan VALLVÉ, (Espagne, 1994-2005, ELDR)

Joan Vallvé a été membre du Parlement européen de 1994 à 2005. Tout au long de son mandat, il a été membre de la commission de la politique régionale, de la commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense, et de la délégation pour les relations avec Isrâel.

## **IN MEMORIAM**

† 30 juin 2017 Simone VEIL ELDR (1979-1993)

Elle a été députée française au Parlement europeén de 1979 à 1993. Lors de son mandat au Parlement, Mme Veil était membre du Groupe libéral, démocratique et réformateur. Elle a été Présidente du Parlement europeén de 1979 à 1982. Au niveau national, elle a représenté l'Union pour la démocratie française.



† 6 juillet 2017 Frederick A. TUCKMAN DE (1979-1989)

Il a été député anglais au Parlement europeén de 1979 à 1989.

Lors de son mandat au Parlement, M. Tuckman était membre du Groupe des démocrates européens.

Il a été vice-président de la Délégation pour les relations avec l'Amérique latine. Au niveau national, il a représenté le partie Conservative and Unionist Party.



† 10 août 2017 Fritz GAUTIER SOC (1980-1987)

Il a été député allemand au Parlement europeén de 1980 à 1987. Lors de son mandat au Parlement, M. Gautier était membre du Groupe socialiste. Au niveau national, il a représenté le partie Sozialdemokratische Partei Deutschlands.



#### † 26 juillet 2017 Enzo BETTIZA

(1976-1994) LDR & PSE

Il a été député italien au Parlement europeén de 1976 à 1994.

Lors de son mandat au Parlement, M. Bettiza était membre du Groupe libéral, démocratique et réformateur et du Groupe parlementaire du Parti socialiste européen.

Il a été président de la Délégation pour les relations avec la Yougoslavie, de la Délégation pour les relations avec la République populaire de Chine et de la Délégation pour les relations avec l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Au niveau national, il a représenté le Partito liberale italiano et le Partito socialista italiano.

